

Pour la reconnaissance du droit à l'information et à la communication

Dossier Ritimo rédigé par Sophie Gergaud / Cedidelp

Juin 2012

Introduction

Pour être un **citoyen responsable**, il faut pouvoir juger librement et faire ses choix en toute connaissance de cause. De ce point de vue, les médias jouent un rôle fondamental. Dans certains pays, ils sont clairement des instruments au service du pouvoir, relayant allègrement les discours des dirigeants politiques et leur propagande. Dans d'autres, **l'indépendance des médias** est considérée comme **essentielle** mais elle n'est pourtant pas toujours respectée et des **formes de contrôle plus insidieuses mettent fréquemment en danger la liberté d'expression**. De plus en plus d'entreprises deviennent propriétaires de sources d'information multiples (journaux, télévisions, radios...). Ayant des intérêts à défendre, souvent économiques, elles ne laissent pas facilement passer des analyses ou des informations qui viendraient leur porter préjudice.

Il est certain que de tels médias auront peu tendance à développer **l'esprit critique des citoyens** ou à les informer sur d'autres modes de vie possibles. Heureusement, il existe de **nombreux médias différents – alternatifs, indépendants, associatifs** – où l'on peut trouver une information riche et plurielle qui permette encore d'ouvrir les esprits et d'alimenter les débats. De ce point de vue, Internet offre un espace privilégié mais, du fait de la fracture numérique, son utilisation demeure très inégale. En effet, si une proportion croissante de personnes dans le monde ont accès aux nouveaux moyens d'information, celles qui, faute de moyens ou de connaissances, ne peuvent y avoir recours sont encore nombreuses.

Dans nos "sociétés de l'information" où les technologies jouent un rôle fondamental, **l'accès égalitaire à une information libre et plurielle**, ainsi qu'aux bénéfices que les innovations scientifiques peuvent apporter aux citoyens du monde entier reste donc un défi. Défi sur lequel vont se pencher les centaines de représentants des médias alternatifs qui seront réunis en juin prochain, lors du second Forum Mondial des Médias Libres qui se tiendra à Rio de Janeiro en juin 2012 dans le cadre du Sommet des Peuples Rio +20.

I - Les écueils des médias traditionnels

« Medius : qui est au milieu »

Les médias sont notre lien avec le monde. Ils sont l'un des biais principaux par lesquels nous appréhendons ce qui nous entoure. Être bien informés est une nécessité pour tous ceux qui souhaitent vivre et agir de manière avisée et responsable. C'est pourquoi les médias revêtent un rôle fondamental, à la fois d'information et de socialisation. Dans la fabrication de nos pensées, de nos représentations et de notre imaginaire social, ils occupent une place au moins aussi importante que l'école et la famille. Le sondage mené par IPSOS pour Graines de Citoyens en 2006 montre que 55% des jeunes de 15 à 25 ans effectuent régulièrement des recherches d'informations liées à

l'actualité. Ils sont 85% dans cette même tranche d'âge à se fonder sur les articles ou les dossiers proposés par les médias pour se forger leur propre opinion sur un sujet d'actualité ou de société. Et s'ils estiment que le pluralisme des opinions est davantage respecté sur le web, 86% d'entre eux font cependant davantage confiance aux experts et à la presse quotidienne qu'à Internet...

Une information de masse partielle et uniformisée

Et pourtant, les médias ont parfois tendance à agir comme des miroirs déformants. Dans certains pays, ils sont clairement des instruments au service du pouvoir et s'affichent comme de véritables outils de propagande. Mais dans d'autres, qui pourtant prônent l'indépendance des médias comme une condition sine qua non de la liberté d'expression que les États se doivent de défendre, l'information peut également être mise à mal par d'autres formes de contrôle, beaucoup plus insidieuses ou inconscientes.

En Belgique par exemple, une étude menée par l'Association des journalistes professionnels (AJP) montre que la diversité et l'égalité dans la presse quotidienne belge francophone sont loin d'être une réalité. Cette étude, publiée en octobre 2011 sur le site de l'AJP, confirme les tendances à l'uniformisation des intervenants observées par l'étude menée par le CSA pour le secteur audiovisuel belge, en mars de la même année. La très faible présence des femmes est probablement le résultat le plus marquant (moins de 18 %). 83% des intervenants dont l'origine a pu être identifiée sont perçus comme étant Blancs et ce sont les pages judiciaires et sportives qui font la plus grande place aux non-Blancs (25 et 22 % d'intervenants). Les rôles dans lesquels les non-Blancs interviennent sont, comme pour les femmes, fortement différenciés : ils sont très rarement experts (6 %), porte-parole (3 %), journalistes (3 %) mais on les trouve majoritairement dans la catégorie des victimes (45 %) et dans celle des auteurs d'actes répréhensibles (49 %). Les catégories d'âges correspondant à la vie active (19-64 ans) forment jusqu'à 94 % des intervenants en information nationale, au détriment des jeunes et des seniors.

Mais la Belgique est loin d'être une exception. Le 7 juillet 2011, le Conseil supérieur de l'audiovisuel remettait au Parlement français son deuxième [rapport sur la représentativité des diversités dans la communication audiovisuelle](#). Michel Boyon, président du CSA, condamnait alors l'échec de la télévision française à être un « miroir de la société » : la diversité des origines n'est représentée que par 13 % des personnes à l'écran, 0,5 % pour les personnes handicapées, 36% pour les femmes qui incarnent en grande majorité des seconds rôles. Une inégalité qui touche également les catégories socioprofessionnelles : les cadres supérieurs sont représentés à 87% dans les émissions relatives à l'actualité française. La question de la façon dont toutes ces diversités sont représentées est également soulevée car, au delà de cette ségrégation liée à la présence à l'écran, c'est la persistance de clichés qui a frappé les membres de la commission, notamment en ce qui concerne l'image des banlieues où les conditions de vie sont souvent délibérément dramatisées.

Une concentration alarmante des médias de masse

En l'espace de quelques années, les dirigeants de grands groupes multimédias transnationaux se sont retrouvés au sommet du monde et du pouvoir, intensifiant la concentration des médias de masse dans une dimension à la fois verticale (intégrant les phases de création, de production et de distribution) et horizontale (réunissant au sein d'un même groupe des quotidiens, des magazines, des chaînes de télévision et des stations de radio ainsi que des portails Internet). Cette concentration est également présente à l'échelle régionale et locale (la plupart des villes américaines, tout comme la grande majorité des régions françaises, n'ont plus qu'un seul quotidien), ainsi qu'à l'international (comme par exemple le groupe News Corporation de Rupert Murdoch qui, parti d'Australie, s'étend aujourd'hui de la Grande-Bretagne aux Etats-Unis).

La concentration est particulièrement accentuée en ce qui concerne les circuits producteurs

d'informations, détenus par les grandes agences de presse qui diffusent au monde entier une vision uniforme de la planète. Ainsi, quelques agences des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest se partagent le monopole de la mise en circulation des images. Il n'est donc pas étonnant que les médias traditionnels consacrent la quasi totalité de leur temps d'information aux pays riches (ils ne consacrent de fait que 2% d'information à 80% de la planète), engendrant des lacunes énormes et un manque patent d'ouverture sur le monde. Puisant leurs informations aux mêmes sources, ces médias semblent se répéter et se faire écho sans cesse. D'autant qu'à côté de la chasse au scoop pour sortir du lot, la peur de paraître à la traîne sur les concurrents incite à traiter systématiquement des sujets que d'autres ont déjà abordés...

Déjà en 1983, Ben Bagdikian publiait un livre intitulé *Media Monopoly*, dans lequel il dénonçait la concentration des médias américains. A l'occasion de sa septième réédition, il notait que le nombre de médias américains contrôlant plus de la moitié de l'audience est passé de 50 en 1983 à seulement 5 en 2005 ! Si la diversité médiatique n'a pas totalement disparu, il est vrai que la concentration dénoncée par Bagdikian touche particulièrement les médias enregistrant la plus forte audience et exerçant donc la plus grande influence sur l'opinion publique. Et ce n'est pas seulement vrai aux États-Unis. Au Brésil par exemple, l'information est désormais dominée par ce qui peut être assimilé à un « latifundio médiatique », composé de quelques groupes familiaux qui ont la main-mise sur la majorité des médias nationaux, avec, en tête, l'empire communicationnel de la Rede Globo. En France, les entreprises Lagardère et Dassault, puissants groupes industriels spécialisés dans l'aviation civile et militaire, mais aussi Bouygues, leader de la construction immobilière, possèdent une grande partie des journaux, magazines, chaînes de télévision, radios et maisons d'édition.

Les limites des médias traditionnels

Les conglomérats médiatiques multinationaux et grands groupes de presse familiaux ayant acquis une certaine forme de monopole sur la production générale de l'information, ils décident de ce dont on parle et de ce dont on ne parle pas. Cette évolution récente des médias a inévitablement entraîné des changements considérables du processus démocratique et menace le pluralisme médiatique à l'échelle internationale. Dans les pays où la liberté de la presse peut exister vis à vis du pouvoir politique, elle se retrouve cependant inféodée aux élites économiques et financières dont les visions du monde et les exigences constituent autant de limites à la production d'une information de qualité.

L'information : une marchandise comme une autre

Une entreprise de presse reste une entreprise avant tout, avec l'obligation de réaliser un chiffre d'affaire et des bénéfices redistribués à des actionnaires. Or les logiques économiques réduisent forcément l'information à sa seule valeur commerciale. Ce phénomène que Bourdieu dénonçait en invoquant la « marchandisation de l'information » a des effets majeurs sur son traitement et sur le rôle des médias en général. La logique marchande redéfinit la pertinence de l'information au regard des objectifs de rentabilité, de concurrence et de profit, ce qui ne peut servir que les intérêts des propriétaires au détriment du collectif. La « faitdiversification » en est une des conséquences les plus patentes, les journalistes ayant alors tendance à mettre l'accent sur l'émotionnel, le sensationnel et le divertissement, simplifiant la réalité et délaissant les analyses structurelles au profit de raccourcis spectaculaires. Dans le cas de conflits sociaux par exemple, les médias ont souvent tendance à couvrir davantage la « pagaille » engendrée par les grévistes au détriment de l'analyse de leurs motivations et de leurs revendications profondes. Dans un souci permanent de rentabilité, les véritables enquêtes de fond ne sont plus vraiment encouragées, au contraire des interviews, bien moins coûteuses, qui dressent rapidement le portrait individuel de quelques protagonistes émouvants...

La publicité : une censure insidieuse

Le recours à la publicité ne contribue pas non plus à l'indépendance des médias. Il les contraint au contraire à privilégier la quantité (de lecteurs, d'auditeurs ou de téléspectateurs) pour rentabiliser l'investissement de l'entreprise, au détriment de la qualité des contenus. Les propos de Patrick Le Lay, alors PDG de TF1, sont restés tristement célèbres/ Dans un ouvrage intitulé *Les dirigeants face au changement*, il affirmait clairement : « Soyons réalistes : à la base, le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit. (...) Or pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation de le rendre disponible : c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible ».

Il est certain que de tels médias auront peu tendance à développer l'esprit critique des citoyens ou à les informer sur d'autres modes de vie possibles. Au contraire, la priorité est avant tout de plaire aux annonceurs et non de respecter les exigences de l'information libre. Ainsi, il est de notoriété publique que le groupe Prisma Presse ne critique aucun annonceur qui, par ailleurs, paie assez cher ses encarts publicitaires. Sachant qu'un Français sur deux est lecteur régulier d'au moins un titre du groupe (comme par exemple *Femme Actuelle*, *Ça m'intéresse*, *Voici*, *VSD*, *Géo* ou encore *National Geographic*), et que Prisma Presse est partenaire d'environ 700 annonceurs, il est facile d'imaginer le nombre de sujets gênants qui tombent ainsi dans l'oubli... Et ce n'est qu'un exemple parmi d'autres.

Des informations issues d'une « matrice idéologique » commune, éloignée des préoccupations sociales

Les héritiers d'empire industriels comme Lagardère, Dassault ou Pinault ont eux-mêmes organisé leur succession en confiant les rênes de leurs entreprises à leur descendance, instituant ainsi de véritables dynasties de l'information. Et si de nombreux journaux changent régulièrement de mains, c'est le plus souvent pour tomber sous le contrôle de nouvelles familles. Les médias faisant partie intégrante de ces grands empires familiaux, ils jouent également le rôle de protecteurs des intérêts du groupe, notamment économiques, et filtrent les analyses ou les informations qui pourraient les menacer.

Mais on peut également s'interroger sur le rôle exercé par ces grandes familles propriétaires dans l'intériorisation, par les médias eux-mêmes, de l'ordre établi et maintenu par la reproduction des élites... Posséder un journal peut en effet résulter de la volonté de faire passer ses propres idées. C'était le cas, par exemple, pour Marcel Dassault qui comptait ouvertement sur *Jours de France* et ses éditoriaux pour y diffuser son idéologie. Ses fils perpétuent la tradition au *Figaro*...

Les médias traditionnels ne sont donc pas des témoins neutres de l'actualité. Ils n'agissent pas comme une simple chambre d'enregistrement reproduisant les propos des protagonistes de la vie sociale. Ils en sont au contraire les acteurs silencieux, y compris lors des conflits sociaux. Il est frappant de constater que le social n'est médiatisé qu'en situation de crise, comme par exemple lorsqu'une grève induit des perturbations. Mais à l'échelle quotidienne, peu d'analyses sur le champ social transparaissent alors qu'elles devraient accompagner et contextualiser les décisions à l'origine des conflits. Pire, ces médias ont tendance à cloisonner la société de manière simplificatrice. Dans le cas des mouvements de grèves, les salariés ne sont donc plus opposés au gouvernement ou à leur patron qui s'attaque à leurs droits. Ils s'opposent aux travailleurs gênés par la mobilisation sociale... comme s'ils n'étaient pas eux-mêmes des travailleurs et qu'ils n'empruntaient jamais les transports.

Cette tendance à l'ethnocentrisme des médias, lié à une classe sociale et à l'origine culturelle des producteurs de l'information, les empêche de rendre compte de manière compréhensive de mobilisations issues de milieux sociaux très éloignés des élites politiques et sociales. Les médias en viennent donc à décrire une « réalité globale » que les gens découvrent dans les journaux mais

qu'ils ne vivent pas au quotidien et qui ne leur ressemble pas.

Une consommation volontairement passive

Le rythme auquel l'information nous est fournie par les médias de masse obéit à un tel débit qu'il ne peut entraîner qu'une consommation passive et rapide. Il en résulte un processus de surinformation, et donc de désinformation, qui ne permet aucun recul critique, aucune identification des objectifs sous-tendant l'information ni aucune évaluation de sa validité. Ce déversement continu occulte d'autres sources d'information, souvent plus représentatives des réalités quotidiennes, et repousse les conditions nécessaires à la mise en place d'une prise de conscience collective. Le type d'information véhiculé par ces médias de masse ne participe donc pas à la volonté de formation critique des individus, considérés comme de simples consommateurs d'actualités qui ne peuvent que croire en ce qui leur est répété à outrance.

Un « cinquième pouvoir » nécessaire ?

Ainsi, à travers l'extrême concentration des grands groupes de presse et face à ce manque d'indépendance et de transparence, le public doute sans cesse davantage de la capacité des médias à fournir une information de qualité. Pire, l'écart se creuse entre ce que pensent les médias dominants d'un côté et la population de l'autre. Et c'est toute une profession qui perd de sa crédibilité auprès du grand public. Au grand regret de bon nombre de journalistes qui souffrent de ne pas pouvoir exercer leur métier librement, contraints au rendement et acculés sous les pressions des rédactions et de leurs bailleurs.

Or la dénonciation des violations des droits commises par les trois pouvoirs traditionnels (législatif, exécutif, judiciaire) a longtemps été considérée comme l'un des devoirs majeurs des professionnels de l'information. Ils représentaient ainsi le « quatrième pouvoir », au service des citoyens pour critiquer et contrecarrer démocratiquement des décisions injustes, voire criminelles. Pourtant, depuis une vingtaine d'années, ce « quatrième pouvoir » a peu à peu mis de côté cette fonction essentielle. Et face à ces grands groupes médiatiques mondiaux qui rassemblent à la fois les médias classiques mais également toutes les activités de culture de masse, il devient de plus en plus difficile de distinguer ce qui relève de l'information du simple divertissement.

Face à ces hyperentreprises médiatiques, devenues les acteurs centraux de la mondialisation libérale via leur poids économique et idéologique, il devenait nécessaire de créer un « cinquième pouvoir », permettant d'opposer une véritable force civique. Inévitablement, le nombre de médias alternatifs a explosé ces dernières décennies, prouvant que le besoin d'une information multiple et différente est bien réel. Une information qui soit le reflet des mouvements sociaux et des luttes, certes, mais qui en soit également le détonateur. La critique du pouvoir des industries de l'information et de leur globalisation a donné naissance à des mobilisations particulières, parfois qualifiées de « militantisme informationnel ». Il s'agit de démocratiser les médias en agissant sur leurs pratiques et sur les messages qu'ils véhiculent, mais aussi de mettre en œuvre de nouveaux dispositifs de production d'information et de communication.

Un *latifundio*, en espagnol, désigne un grand domaine foncier en Amérique Latine. L'expression de « latifundio médiatique » est de Nilton Viana, dans son article *Construire des moyens de communication alternatifs* paru en 2008 (DIAL). Il y dénonce l'intense concentration des médias brésiliens et leur position dominante du secteur qui en font une « dangereuse menace pour la démocratie ».

Sophie Léonard définit la « faitdiversification » comme la tendance, au sein des médias, à mettre le fait divers au sommet de la hiérarchie de l'information et à traiter l'ensemble des problèmes comme des faits divers. Voir son article « Pluralisme des médias et démocratie » paru dans le numéro 181 de la revue *Antipodes, Presse, Radio, Télé et... diversité ?* 2008.

II - Qu'est-ce qu'un média alternatif ? Essais de définition...

Une définition « en creux »

L'information alternative a pour objectif de développer une information différente de celle produite par les médias institutionnels. Cette construction en opposition à un discours hégémonique et libéral sur la société, tout en souhaitant incarner cette « autre vision possible », conduit les médias alternatifs à se définir avant tout par rapport à ce qu'ils ne sont pas ou ne veulent pas être. Ils mettent ainsi en exergue les caractéristiques considérées comme les plus préjudiciables de la presse traditionnelle et se positionnent à l'inverse. Mais la définition de ce qu'est un média alternatif fait toujours l'objet de vifs débats dans le monde de la presse. Nombreux sont les chercheurs à avoir développé des analyses et définitions qui ne concordent pas toujours, chacun retenant et privilégiant un critère plutôt qu'un autre, ce qui donne des définitions justes mais incomplètes.

Une terminologie indécise...

Alternatifs, libres, communautaires, associatifs, citoyens... les qualificatifs associés à ces médias qui se veulent « différents » sont multiples et il est parfois difficile de savoir de quoi et d'où on parle. Là aussi, de nombreuses tentatives de définitions ont été tentées sans toutefois faire l'unanimité, surtout à l'échelle internationale, un contexte culturel particulier pouvant apporter une nuance de contenu importante.

Ainsi, ce sont les termes de « médias libres » ou « médias indépendants » qui sont retenus par les militants de l'information au Brésil, notamment parce que les articles et les tribunes sont indépendants et libres de deux pouvoirs : économique du fait de l'absence de publicité et politique, pouvoir qui pourrait aussi exercer des pressions à travers les financements. Mais ces deux terminologies sont contestées dans d'autres pays. En France, la presse libre étant définie comme « une presse qui n'est pas contrôlée par un pouvoir politique, une autorité ou un gouvernement », et la loi de 1982 garantissant la liberté de la communication, toutes les entreprises de presse sont donc, en théorie, libres. Or, nous l'avons vu, la domination économique est bien réelle et la pseudo-liberté se transforme rapidement en coquille vide... A l'inverse, une nouvelle forme de médias affiche une certaine indépendance vis à vis des groupes de presse habituels, critiquant leur hégémonie et développant un discours alternatif. Mais s'inscrivant tout de même, d'une manière ou d'une autre, dans le secteur marchand, ils ne peuvent pas véritablement être qualifiés de « libres » puisqu'ils demeurent dépendants des contraintes du marché.

En France, depuis l'[Appel de Marseille](#) publié en 2006 à la suite des Rencontre des médias associatifs et indépendants, la notion de « tiers-secteur des médias » a vu le jour, sans pour autant être véritablement reprise par l'ensemble des acteurs concernés. L'idée de Tiers secteur renvoie évidemment à la notion de tiers-état, pour revendiquer l'existence d'un secteur médiatique qui ne soit assimilable ni aux médias publics d'État, ni aux médias privés à vocation commerciale. Mais ce concept perd de sa pertinence à l'échelle internationale, non seulement parce qu'il s'agit d'une référence historique très marquée par le contexte culturel français, mais aussi parce que l'exclusion des secteurs publics/privés met de côté bon nombre de médias alternatifs dans des pays où les secteurs associatif et communautaire ne sont absolument pas développés. C'est le cas notamment du Niger où seule la presse privée propose une voix dissonante et alternative aux médias dominants, la radio, la presse et la télévision publiques se contentant depuis longtemps de relayer la propagande du gouvernement en place. Malgré les sanctions et un équilibre financier précaire, les médias privés nigériens maintiennent leur regard critique du pouvoir, leur grande liberté de ton et la multiplicité des sujets abordés (comme par exemple les thématiques sociales ou culturelles, rarement traités ailleurs). De même, au Maroc, les médias communautaires ou associatifs n'ont pas encore droit de

cité. La loi sur la communication audiovisuelle stipule en effet dans son article 18 que pour avoir une licence, un demandeur doit être « une société anonyme de droit marocain, dont les actions représentant le capital doivent être nominatives ». En conséquence, ni les associations ni les partis politiques ne peuvent créer de chaîne de télévision ou de station-radio.

Quant aux médias dits « citoyens » et ceux qui sont « participatifs », une légère nuance les sépare. Alors que les premiers permettent à tout le monde de contribuer à leur alimentation à condition de s'être inscrit préalablement (c'est le cas d'AgoraVox par exemple, inspiré du coréen Ohmynews), les médias participatifs sont quant à eux rédigés par des journalistes professionnels ou des experts (c'est le cas de Rue89). Les citoyens sont alors invités à réagir aux articles et à laisser leurs commentaires.

Les médias n'ayant jamais réussi à stabiliser le vocabulaire permettant de les désigner, le terme « alternatif » semble être le moins problématique. Il est, en tout cas, le plus pertinent à l'heure actuelle, puisqu'il s'agit bien d'« alternatives » aux médias dominants. C'est aussi le seul terme permettant d'englober les multiples formes de ces médias du « cinquième pouvoir » (associatif, communautaire, étudiant...) sans entraîner de controverse profonde sur le fond.

Enfin, il convient de noter que le terme même d'« information » est remis en question, notamment dans le contexte sud-américain, depuis la publication de *Communication et culture de masse*, en 1963, par le Vénézuélien Antonio Pasquali. Selon l'ancien sous-directeur général de l'UNESCO, « informer connote pour l'essentiel la circulation de messages unidirectionnels, causatifs et ordonnateurs, visant à modifier le comportement d'un récepteur passif, tandis que communiquer fait référence à l'échange de messages bidirectionnels, donc relationnels, dialogiques et socialisants entre des interlocuteurs pourvus d'une même capacité, libre et simultanée, d'émission/réception... ». Cette distinction entre information et communication est souvent utilisée, notamment pour démontrer que le Nord ne « communique » pas véritablement avec le Sud, se contentant de lui déverser ses informations unidirectionnelles et uniformisantes.

... mais des caractéristiques communes qui s'imposent

A défaut de terminologie qui fasse consensus, des caractéristiques principales – et essentielles – communes aux médias alternatifs peuvent être dégagées (voir à ce sujet l'excellent ouvrage d'Esteban Montoya, *Devenons des médias alternatifs ! Guide des médias alternatifs et des sources d'informations différentes*, Ed. Le P'tit Gavroche, 2006).

1/ Une totale indépendance

Foncièrement opposés à la marchandisation de l'information, les médias alternatifs se doivent d'être autonomes financièrement. L'indépendance idéologique est également primordiale puisqu'ils souhaitent créer la dissonance, le décalage, en partageant des idées et des opinions rarement évoquées dans la presse traditionnelle. Représenter un véritable contrepoids aux organes du pouvoir et à la logique dominante implique en effet une réelle liberté de ton et de rédaction. C'est pourquoi certains refusent d'être affiliés à une organisation politique ou syndicale existante, même s'ils sont très proches idéologiquement. Les médias alternatifs s'affichent comme davantage engagés, s'occupant du non-dit ou de ce qui n'est pas couvert par les autres médias. A l'échelle locale, ils agissent souvent comme des « poils à gratter », n'ayant pas peur de dévoiler des affaires que le quotidien régional en place ne peut révéler faute de posséder l'indépendance économique suffisante pour s'opposer au pouvoir politique en place dans sa région.

2/ Une structure démocratique

Le fonctionnement des médias alternatifs présuppose une structure organisationnelle différente des sociétés commerciales, permettant davantage de liberté de décision pour les équipes rédactionnelles qui travaillent collectivement, de manière horizontale.

3/ Des sources indépendantes, larges et multiples

Refusant que la parole des citoyens soit confisquée, les médias alternatifs s'attachent à diversifier leurs sources, prennent en compte la dimension locale et prêtent une attention particulière à ceux dont on ne parle jamais, aux exclus, aux zones d'ombre et aux sujets ou zones géographiques sans arrêt oubliés. Ils veillent à éviter les écueils des médias traditionnels, par exemple en ce qui concerne la sur-représentation masculine et la tendance à n'inviter des femmes qu'à l'occasion de la journée internationale qui leur est dédiée une fois par an, reléguant les problématiques d'égalité homme-femme au statut de sujet de saison... Les médias alternatifs visent l'élargissement du pouvoir d'expression médiatique, contrairement aux médias traditionnels qui ont tendance à inviter les mêmes personnes, les « bons clients » considérés comme seuls « experts » en la matière, et à n'accorder que peu de places aux ONG, par exemple. Cette concentration du pouvoir d'expression dans les médias publics explique notamment le phénomène de « starification » de certaines élites politiques, au détriment d'élus moins connus ou d'autres intervenants de la société civile. Les médias alternatifs se situent à contre-courant de ces tendances dominantes en relayant des informations peu diffusées et aiguisant l'esprit critique. Le flux de l'information se veut multidirectionnel : la circulation des idées et opinions ne doit pas seulement se faire du Nord vers le Sud, il s'agit de favoriser la diffusion des informations en provenance du Sud et de stimuler la communication Nord-Sud et entre les Sud. Enfin, certains médias alternatifs se veulent le reflet des mouvements sociaux, relayant les revendications et les avancées altermondialistes qui sont très peu médiatisés. C'est le cas d'Indymedia, par exemple, qui a été créé à l'origine pour couvrir la protestation anti-OMC à Seattle en 1999. Aujourd'hui, il constitue un réseau international impressionnant de sites citoyens décentralisés.

4/ Le copyleft et les licences Creative Commons

Rejetant par nature la marchandisation de l'information, les médias alternatifs refusent de céder les droits de reproduction ou de rediffusion à titre payant. Les informations sont donc le plus souvent libres de droits d'auteur, dans le respect du copyleft (indication de la source et de ses coordonnées), par opposition au copyright de la presse classique. De plus, certaines publications ou productions audiovisuelles sont diffusées sous licence Creative Commons. Inspirées par les [logiciels libres](#) et le mouvement open source, ces licences facilitent l'utilisation et la réutilisation d'œuvres. L'objectif recherché est d'encourager de manière simple et licite la circulation des œuvres, l'échange et la créativité.

5/ Une tribune citoyenne, populaire et participative

Le média associatif, citoyen ou participatif reflète les besoins du public auquel il est destiné. Populaire, il doit être lisible par le plus grand nombre grâce à un vocabulaire accessible à tous qui évite les jargons. Le prix doit également être abordable afin de s'adresser au plus grand nombre. Ouverts par essence, les médias alternatifs sont composés d'acteurs sociaux dont la participation favorise la démocratisation de l'information. Tout le monde peut ainsi participer et a le droit de s'exprimer. Loin d'être passif, le lecteur est donc considéré comme un véritable acteur de la communication. Le développement d'Internet a facilité ce processus interactif et de mise en commun d'informations de provenances diverses. Ce nouveau journalisme participatif s'affirme comme un nouvel espace de confrontation des idées ainsi qu'un formidable outil de conscientisation politique.

6/ Un appel à agir

La communication alternative se veut éducative, permettant de se nourrir du discours dominant

grâce à un décryptage et à une remise en question permanente des médias traditionnels. En changeant de comportement vis-à-vis des médias de masses, il s'agit de faire évoluer ces derniers vers plus d'honnêteté, de pluralisme et d'équilibre.

Mais la démarche éducative s'entend aussi dans le sens d'une formation à la production de l'information et à son utilisation. Il s'agit de stimuler l'action, la création alternative et le changement du monde en montrant et en partageant différentes expériences de par le monde. Dans le cadre de mouvements sociaux, comme le Mouvement des Sans-Terre au Brésil par exemple, la mise en place d'un média alternatif communautaire est envisagée afin de pouvoir dialoguer avec le reste de la société. La communication fait partie d'une stratégie pour contrecarrer la désinformation médiatique. En formant leurs propres communicateurs populaires, les militants du MST souhaitait élever l'engagement et la conscience du peuple brésilien sur un sujet qui est écarté des grands médias ou, lorsqu'il est abordé, est traité de façon biaisée. Ce nouveau mode de communication favorise le débat d'idées et contribue à l'analyse du point de vue de ceux qui s'engagent dans un processus de bouleversement des faits sociaux.

Les médias alternatifs se définissent donc à la fois par les démarches de coproduction de l'information avec la société civile et par un type de contenus à même de renforcer la capacité d'agir des personnes.

Hors ou dans le système : une question de fond qui fait débat

Si tout le monde, dans le milieu des médias alternatifs, s'accorde sur la nécessaire et primordiale critique du système, le système qui est visé ne fait en revanche pas l'unanimité. Pour certains, les nouveaux médias se doivent d'être alternatifs dans le fond et dans la forme, remettant en cause le système médiatique traditionnel dans son ensemble. Pour d'autres, seul le fond est primordial et le système à combattre est avant tout l'hégémonie économique libérale mondiale et son influence néfaste. La problématique centrale est donc de savoir si les médias alternatifs doivent inévitablement se positionner en marge des médias conventionnels ou s'ils peuvent les intégrer afin d'y apporter une voix différente et d'espérer pouvoir le changer.

Deux pôles peuvent donc être identifiés : la critique qualifiée d'« anti-hégémonique » et la critique dite « expressiviste ». Les tenants de la première tendance pensent que les médias alternatifs doivent être une passerelle avec les médias conventionnels. Il s'agit avant tout de surveiller ces derniers, d'être attentifs à leurs erreurs d'honnêteté médiatique au moyen de rapports et d'études, mais également de les influencer, notamment en les alimentant avec des propositions d'articles différents et variés. Les expressivistes, en revanche, souhaitent totalement s'affranchir de la domination des grands médias qu'ils estiment prisonniers de l'hégémonie libérale. Ils se considèrent davantage comme des espaces de fermentation des idées et des identités alternatives, visant le développement du pouvoir et de l'autonomie des citoyens grâce à l'expression de leur vision du monde. Ils critiquent la tendance des médias anti-hégémoniques à rester aux mains des spécialistes et de journalistes professionnels, coupés du citoyen et renforçant la clôture sur lui-même du cercle des producteurs d'information. Enfin, ils estiment que le récepteur demeure passif et revendiquent, à l'inverse, l'instauration de dispositifs nouveaux de prises de parole ouverts, ce que ne permettent pas les contraintes imposées par les formats médiatiques traditionnels. En France, les sites Acrimed et « Arrêt sur images » incarnent l'opposition forte entre ces deux pôles. Si leur objectif est le même, tout comme leurs orientations politiques et idéologiques, la forme de leur engagement les sépare radicalement. Ils représentent en effet deux façons différentes de contribuer aux transformations de l'espace médiatique : soit exclusivement en tant que média d'information, voire en tant qu'entreprise (Arrêt sur Images), soit en tant que média associatif issu de la société civile (Acrimed). D'autres exemples montrent que, dans certains contextes, il est difficile de composer avec les structures traditionnelles pour les médias alternatifs qui se heurtent rapidement à de la censure. Le Mouvement des Sans-Terre dénonce ainsi la « dictature médiatique » qui règne au Brésil et à laquelle ils se sont confrontés lorsqu'ils ont souhaité diffuser leur journal Brasil de Fato.

Les grands groupes médiatiques possédant la grande majorité des réseaux de distribution, ils en ont bloqué l'acheminement dans les régions où le journal connaissait les meilleures ventes puisqu'il se heurtait fortement à leur idéologie propre.

Le positionnement vis à vis de la publicité crée également deux camps qui ne recouvrent pas forcément les divisions entre anti-hégémoniques et expressivistes. L'autonomie financière est pour certains l'une des caractéristiques les plus fondamentales d'un média alternatif et, selon Acrimed, Mediapart, Backchich ou encore « Arrêt sur Images », seule une totale indépendance financière peut être la base de l'indépendance de parole. Des médias comme Basta ! font appel à des subventions publiques et privées alors que d'autres ont recours à la publicité, estimant pouvoir néanmoins garder leur indépendance. C'est le cas par exemple de Rue 89 qui, grâce aux annonceurs commerciaux, garantit l'accès en ligne gratuit à tous ses articles.

Pour aller plus loin, voir CARDON Dominique et Fabien GRANJON (pdf), [Les mobilisations informationnelles dans le mouvement altermondialiste](#)

III - Un « village d'irréductibles médias » aux visages multiples

En Europe et aux États-Unis, la presse alternative voit le jour à la fin des années 1950 et prend véritablement son envol à la fin des années 1960. De cette période de soulèvement contre l'ordre social dominant émergent des centaines de titres publiés. Cette presse alternative se caractérise par un fort engagement politique et la volonté de donner la parole au peuple, aux gens ordinaires, aux paysans, aux syndicalistes, aux femmes, alors que les espaces d'expression sont monopolisés par les élites politique, économique et culturelle. En France, le journal La Gueule ouverte démarre en 1972 à plus de 100 000 exemplaires. C'est également à cette époque que naît Libération, soutenu par Jean-Paul Sartre, animé d'une idéologie très à gauche et refusant toute publicité.

Une contestation venue du Sud

Au même moment, dans les pays du Sud, la critique et la résistance à l'hégémonie médiatique venue du Nord s'organise. Dès les années 1950, des journaux africains tels que Afrique Nouvelle (Sénégal) et La Semaine africaine (Congo) voient le jour. Mais c'est surtout dans les années 1970 qu'un sentiment de frustration se fait largement sentir face aux déséquilibres inhérents à la communication internationale. Les représentants des pays du Sud dénoncent le silence consensuel qui règne à leur sujet dans les médias des pays du Nord, la déformation dont les informations les concernant font souvent l'objet et la propagande culturelle en direction du Sud. La Conférence Générale de l'UNESCO organisée à Nairobi en 1976 aboutit à l'adoption du rapport McBride, Voix multiples, un seul monde, qui met l'accent sur « l'élaboration de politiques nationales de la communication » pour les pays du Sud, avec des stratégies de développement radiophonique, un accroissement des capacités de télécommunication et le développement d'agences de presses nationales. En 1980, l'UNESCO adopte le Programme International pour le Développement de la Communication (PIDC), dont l'objectif est d'établir le Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication (NOMIC), via une meilleure coopération en faveur des infrastructures d'information du Sud et une réduction des écarts entre les pays dans le domaine de la communication. Mais les enjeux étant trop importants et les manques à gagner trop nombreux pour les monopoles publics ou privés, les pays occidentaux restent attachés à la doctrine libérale de la libre circulation de l'information. Le rapport McBride et le PIDC qui en est le direct héritier ne seront finalement pas à la hauteur des attentes des pays du Sud. Ils échouent à établir le NOMIC qui est finalement abandonné dès 1982, remplacé par un programme de la « communication au service

du développement »...

Il n'en reste pas moins qu'au cours des années soixante-dix, un développement important des médias se fait jour au Sud, accompagné de l'émergence de débats sur les médias de masse et l'internationalisation de la communication. Des alternatives pratiques naissent un peu partout, que ce soit par l'intermédiaire de l'explosion du nombre de radios communautaires, principalement en Amérique latine, ou à travers la constitution d'agences de presse nationales ou régionales, comme par exemple Inter Press Service en Argentine dès 1964, mais aussi la PANA (Agence panafricaine d'information) en 1977 ou encore ASIN (Action de systèmes informatifs nationaux) en 1979, en Amérique latine. Si certaines de ces agences de presse ont aujourd'hui disparu ou ont vu leurs activités réduites du fait de la forte concurrence d'agences occidentales internationales comme l'AFP ou Reuters, d'autres ont réussi à s'imposer et de nouvelles ont également vu le jour. C'est le cas d'Adital, créée en février 2001 afin de divulguer aux médias, à l'échelle du sous-continent sud-américain, des informations provenant des acteurs des mouvements sociaux, ONG, organisations syndicales et autres groupes de défense des droits de l'homme. Aujourd'hui, l'agence de presse créée lancée, entre autres, le brésilien Frei Betto, écrivain et porte-voix de la Théologie de la libération, possède un panel de plus de 5 000 sources et diffuse quotidiennement un bulletin auprès de 50 000 personnes ou entités, dont 5 000 journalistes et 10 à 15 000 relais d'opinion. Quant au site Internet, plus d'un million de pages sont lues chaque mois par les internautes du monde entier.

Diversité et ingéniosité

Historiquement, les médias alternatifs ont toujours accompagné l'évolution des techniques de communication. Dans les années 1990, la mise en place d'Internet a permis de faire exploser les alternatives médiatiques, en genre et en nombre. Et en 2006, on estimait à plus de deux millions le nombre de personnes en France qui lisaient chaque mois des titres de presse alternative.

Aujourd'hui, pour reprendre l'expression d'Esteban Montoya dans *Devenons des médias alternatifs !* (2006), le « village d'irréductibles médias » est composé de supports multiples, comme les formats « traditionnels » (journaux, magazines, radios...) et ceux faisant appel aux nouvelles technologies (magazines en ligne et autres supports virtuels et multimédia sur Internet).

1/ Internet

La diffusion par Internet présente de nombreux avantages pour les médias alternatifs : les contraintes éditoriales sont réduites (longueur des articles, délais à respecter...), la production collaborative s'en trouve facilitée et l'espace de participation s'élargit au-delà des frontières géographiques. Les possibilités de rencontres et de coopérations sont donc nombreuses. L'interactivité entre rédacteurs et lecteurs est accentuée et accélérée, tandis que les rôles de producteur et de récepteur peuvent facilement s'inverser, notamment par le biais des forums. Mais certains sites permettent également à leurs lecteurs de devenir producteurs d'information en envoyant des brèves, des articles ou des témoignages qui pourront éventuellement être publiés en ligne. L'espace d'expression devient ainsi quasi illimité.

Internet a surtout réduit de manière drastique les coûts de production, d'envois, de circulation, d'échange et de diffusion, « libérant » les médias alternatifs et jouant un rôle primordial dans l'essor considérable de ces dernières années. Grâce à la massification des usages qu'il a rendu possible, Internet représente un pilier important de la démocratie moderne. Des personnes, par exemple les jeunes ou les publics d'origine modeste ou à faible niveau d'études, peuvent s'exprimer alors qu'elles n'auraient pu le faire, du moins pas aussi facilement, auparavant. L'immédiateté de la diffusion/réception de l'information favorise également l'action et la mobilisation, notamment à grande échelle. Le cas du Brésil en 2009 est particulièrement parlant : une pétition appelant à l'adoption de la loi anti-corruption est lancée sur Internet par Avaaz. En quatre mois, elle est signée par deux millions de Brésiliens et génère un tel impact médiatique, chacun pouvant participer à la

campagne, que le gouvernement finit par adopter la loi tant attendue. Cette impressionnante capacité organisationnelle inhérente au web n'est d'ailleurs pas sans inquiéter bon nombre de gouvernements et institutions...

Mais les médias alternatifs ne se limitent pas à Internet qui doit rester un outil complémentaire et non le vecteur de la disparition des autres supports. Tout le monde n'a pas accès à Internet et ce n'est pas l'objectif des médias alternatifs que de l'imposer à toutes et à tous.

2/ Les radios libres et communautaires

Les premières radios communautaires sont lancées dans les années 30 en Amérique du Nord. Puis, dès 1959, l'UNESCO décide d'aider plusieurs pays d'Afrique, comme le Sénégal ou le Ghana, à mettre en place des centres pilotes d'éducation audiovisuelle et radiophonique, en langue vernaculaire. En Amérique du Sud, c'est un curé du petit village de Statenza en Colombie qui crée une station de radio en 1947 afin de lutter contre l'analphabétisme, jusque dans les zones les plus reculées. L'expérience est reprise en 1954 en Équateur et en 1965 en Bolivie. Au-delà de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture, il s'agit de dénoncer les discriminations dont sont victimes les populations autochtones. En 1983, l'association mondiale des radios communautaires (AMARC) voit le jour à Montréal. Aujourd'hui, l'AMARC est composée de plus de 3 000 membres, dans 110 pays et tous les continents sont représentés dans au sein de son conseil d'administration.

Un peu partout dans le monde, les radios communautaires ou associatives jouent un rôle primordial à l'échelle locale, nationale et parfois transnationale, comme c'est le cas pour la WADR (West Africa Democracy Radio) qui, depuis 2005, compte des correspondants dans dix pays d'Afrique occidentale et émet à la fois sur les ondes courtes et via la radio numérique par satellite. Une trentaine de stations alternatives au Sud-Kivu, plus de 300 rien qu'au Chili, les radios communautaires sont autant d'initiatives qui promeuvent la participation des communautés locales, y compris dans les zones rurales isolées.

La transmission radiophonique demeure le moyen de communication le plus facile d'accès, notamment du fait du faible coût de fonctionnement et parce qu'il y a très peu de matériel à acquérir. Grâce à une relative facilité d'utilisation dans le cadre de la diffusion de programmes simples, les radios communautaires ou associatives présentent l'énorme avantage de pouvoir informer les gens de régions isolées et peu alphabétisées, tout en leur permettant aussi de communiquer entre eux alors que les grandes distances et les coûts de transport réduisaient considérablement les possibilités de rencontres. Même si les animateurs bénévoles font preuve d'amateurisme car ils manquent de formation, ces radios impulsent un dynamisme collectif très important qui crée un lien social inestimable.

3/ La presse écrite alternative

Loin de constituer un genre nouveau, la presse écrite alternative existe depuis les premiers journaux imprimés. Qualifiée de presse d'opinion au XIXème, ses journaux affichent ouvertement leur idéologie et se battent à travers leurs pages pour défendre leurs idées. Avant la Seconde guerre mondiale, cette presse d'opinion est majoritairement tombée aux mains de patrons mettant leurs tribunes à disposition des partis politiques. Mais la deuxième moitié du XXème siècle sera marquée par la multiplication des médias alternatifs, presse écrite en tête. Toujours déclinée sous plusieurs aspects (satirique, d'investigation, de réflexion...), la presse alternative est toujours bien vivante. En France, par exemple, elle réunit des titres comme *Agone* (Marseille), *Cuvertille* (Toulon), *Golias Magazine* (Lyon), *La Lettre à Lulu* (Nantes), *L'œil Électrique* (Rennes), *Le Passant Ordinaire* (Bordeaux), *Le Satiricon* (Toulouse), *La Vache Folle* (Paris) ou encore *S !lence* (Lyon).

Cependant, l'explosion des nouvelles technologies a porté un coup terrible à cette presse écrite qui

coûte cher et qui manquent de réactivité par rapport aux autres médias. Les difficultés économiques et logistiques auxquelles les collectifs de publication doivent faire face les entraînent bien souvent à dépenser plus que ce que la diffusion peut leur rapporter... Surtout que les presses alternatives sont, par nature, bien peu enclines à infléchir leur ligne éditoriale pour attirer de la publicité.

4/ Les télévisions associatives et locales

Même si les coûts d'acquisition et de fonctionnement peuvent être assez élevés, des télévisions occupent également l'espace des médias alternatifs, offrant d'autres modes de réalisation audiovisuelle et, par conséquent, un autre rapport à l'image. LaTélélibre.fr, par exemple, a été créée en France en 2007 par des journalistes professionnels qui souhaitaient avant tout rendre visibles les mobilisations sociales et citoyennes, habituellement peu traitées par le petit écran. Désireux d'inventer une nouvelle forme de langage télévisuel, ils sortent des formats courts imposés par la télévision commerciale et essaient de se détacher du diktat de l'immédiateté. Ainsi, ils ne diffusent jamais de reportages dans la foulée des événements, privilégiant les analyses de fond. Si LaTélélibre.fr réunit essentiellement des professionnels, ses membres dispensent également des formations pour initier les citoyens au journalisme et leur donner les outils pour réaliser, à l'échelle locale, des enquêtes de qualité.

Les exemples et les projets passionnants de par le monde sont nombreux et montrent l'extrême inventivité des citoyens et du milieu associatif. Récemment, un autre type d'initiative, gouvernementale cette fois, a attiré toute l'attention internationale. Le président du Venezuela, Hugo Chavez, estimant que 40 ans de télévision commerciale avait réussi à coloniser l'imaginaire des « téléspectateurs-clients », il décide de se débarrasser de cette forme télévisuelle normative qui consolide la société de consommation en célébrant le marché capitaliste. En 2004, il dote le pays d'une nouvelle télé : ViVe TV (Vision du Venezuela). Si la chaîne est publique, elle se revendique non-alignée sur les télévisions commerciales et son projet s'appuie sur l'expérience des communautés qui ont fabriqué leurs propres télévisions avec des moyens rudimentaires et bien souvent dans l'illégalité pendant de nombreuses années. ViVe TV est aujourd'hui reconnue comme la télévision des communautés, qui a rendu l'invisible visible : les ouvriers, les paysans, les autochtones, les Noirs existent enfin dans le petit écran. Si le fond est différent des chaînes commerciales, son fonctionnement est également novateur : les équipes sont réduites, le matériel de prise de vues léger et le langage visuel différent, sans aucune imposition de durée pour les programmes. Les équipes ne se contentent pas de passer quelques heures avec les interviewés, elles séjournent sur place et travaillent avec les communautés à l'élaboration des sujets. Périodiquement, des représentants des mouvements sociaux analysent, critiquent et proposent de nouveaux programmes. ViVe TV n'est plus une simple critique des télévisions commerciales, elle se fait également force de propositions nouvelles et constitutives d'une identité collective qui reflète davantage les expériences de vie issues des quartiers populaires ou de communautés ethniques diverses.

5/ Les téléphones portables

En Afrique, à l'initiative d'Africa Interactive Media Foundation et de deux journalistes néerlandais, le projet Voices of Africa s'inscrit la lignée de médias participatifs. Sa particularité : les reporters utilisent comme principal outil de travail un téléphone portable. Ils sont ainsi capables de tourner des vidéos, d'enregistrer du son, de faire des photos, de rédiger du texte et de se connecter pour mettre en ligne une dizaine de reportages vidéos chaque mois.

Dans de nombreux pays non-occidentaux, la découverte d'Internet est directement passée par le téléphone portable. La relation que ces usagers entretiennent avec le cyberspace est donc très différente de celle qui a pu être développée au cours des dernières décennies, derrière un bureau et au contact des ordinateurs. Les mécanismes des mobilisations ainsi générées ont radicalement

changé et, plus qu'une simple volonté d'informer, il s'agit véritablement de témoigner et d'appeler à l'action. La capacité organisationnelle de l'outil Internet s'en est trouvée d'autant plus accrue, comme par exemple dans le cas des révolutions arabes. Ainsi, en Tunisie, des photos et des vidéos, prises pour la plupart avec des appareils photos ou des téléphones portables par des citoyens, ont très vite inondé Facebook et ont été, pendant près de trois semaines, les seules images qui ont pu circuler. De même, en Lybie, les vidéos amateurs ont été pendant plusieurs jours les seules images disponibles sur les manifestations et la façon dont elles ont été violemment réprimées. Prenant les mêmes risques que les journalistes professionnels, nombreux sont ces citoyens-reporters-amateurs à avoir payé de leur vie leur engagement.

Face à cette immense diversité de forme, qui stimule le dynamisme des médias alternatifs plus qu'elle ne l'inhibe, on serait tenté de dire que l'outil compte finalement très peu. Le média n'est pas le message et tous les supports des médias hégémoniques peuvent être utilisés, que ce soit la presse écrite, le cinéma, la radio ou la télévision, et que chacun voit d'ailleurs se développer son double alternatif. Et ce qui distingue finalement les médias alternatifs, c'est précisément leur incroyable capacité à s'appropriier les techniques à disposition en les adaptant et en générant de nouvelles méthodes de création, de production et de distribution non-standardisées, parfois en infraction avec les normes en vigueur qu'elles finissent souvent par faire évoluer.

IV - Les médias alternatifs comme garants des droits humains

Le droit à l'information et à la communication : un droit fondamental

L'information est un bien commun qui ne peut et ne doit en aucun cas demeurer aux mains de quelques groupes de communication mondiaux. De même, sa qualité ne peut être garantie par des organisations composées exclusivement de journalistes, certains étant inévitablement liés à des intérêts corporatistes. Le « cinquième pouvoir » réunit tous ceux qui luttent contre la confiscation du droit à s'exprimer et à être bien informé car la liberté collective d'expression et la liberté des médias, foncièrement interdépendantes, impliquent une forte responsabilité sociale et collective. A travers le monde, l'existence de médias pluralistes et indépendants est indispensable car, partout où la parole est confisquée, où l'information est tronquée, la liberté des individus est menacée.

Les mobilisations informationnelles visent à faire reconnaître le droit à l'information et à la communication comme un droit fondamental dont les deux piliers essentiels sont l'accès et la participation. Il s'agit à la fois de garantir l'accès à une information socialement juste, plurielle et indépendante, mais également de favoriser la libre expression pour tout individu, groupe ou collectivité, sans crainte de censure ou de répression.

Du droit à la communication découle inévitablement d'autres droits : sans le droit à la parole, sans la possibilité d'exprimer ses pensées ou ses sentiments, aucun autre droit ne peut exister.

Lutter contre toute forme de discrimination et de conflits

Multiplier les sources d'informations permet de rendre visible l'invisible et de lutter contre les discriminations, que ce soit dans le domaine du handicap, très peu représenté dans les médias traditionnels et donc très peu connu du grand public, ou bien dans le cas où des catégories entières de la population sont trop souvent marginalisées. Les premières radios communautaires ont vu le jour en Amérique latine grâce à la volonté de prêtres, tenants de la Théologie de la libération, souhaitant favoriser l'accès à l'éducation de populations défavorisées et isolées géographiquement,

mais, surtout, discriminées et exclues des programmes nationaux d'alphabétisation. L'avancement des luttes populaires, le soulèvement révolutionnaire de quelques pays et la lutte contre les dictatures qui s'imposaient en Amérique du Sud ont contribué au changement et, progressivement, ces radios communautaires sont devenues de véritables outils d'expression et de revendications, dépassant largement leur objectif d'alphabétisation initial et s'inscrivant, pour la plupart, dans la mouvance de la théologie de la libération.

Les médias alternatifs agissent comme des libérateurs de parole. C'est le cas de certains blogs ou radios libres où des femmes battues, par exemple, viennent s'exprimer, se confier ou bien tout simplement découvrir des situations semblables aux leurs, ce qui les fait sortir de leur solitude et leur procure un soutien bénéfique. Ces témoignages sur la toile ou sur les ondes sont une véritable libération pour les victimes et un outil collaboratif très efficace pour les associations qui les accompagnent.

Dans certains cas plus extrêmes encore, les médias alternatifs peuvent également avoir pour effet un apaisement des conflits. C'est le cas au Sénégal avec, par exemple, des radios communautaires comme « Paix, Réconciliation et Pardon », Gabou FM ou encore Kaïraba FM, qui contribuent à la reconstruction d'un tissu social profondément détérioré par une guerre civile qui s'éternise en Casamance. Grâce à des débats radiophoniques, les tensions sont désamorçées car aucune des différentes composantes ethniques de la population casamançaise n'est oubliée, chacune se sent ainsi valorisée, notamment par la diffusion de programmes dans les huit langues locales mais surtout par l'implication des communautés de base et, tout particulièrement, des femmes.

En République Démocratique du Congo, beaucoup considèrent que les médias alternatifs ont contribué de façon décisive au succès de la période de transition, entamée après la signature de l'accord de paix de Sun City de 2002. En effet, dans ce pays où les organes de presse privés sont en majorité détenus par des partis politiques et où la radio et la télévision d'Etat ont activement participé au pourrissement de la situation politique en se mettant presque exclusivement au service du président, les médias indépendants, libres, responsables et efficaces ont agi comme garants des libertés, du bon fonctionnement de la démocratie et de la cohésion sociale. De plus, du fait des grandes distances, du coût élevé des transports et de la présence de milices armées, les déplacements sont nécessairement restreints et les médias se retrouvent alors investis d'une responsabilité sociale encore plus lourde, puisqu'ils constituent le principal outil d'information.

Pour la défense de l'autodétermination des peuples

Adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU en 2007, la Déclaration des droits des peuples autochtones leur reconnaît le droit à l'autodétermination interne, c'est-à-dire à la libre recherche de leur propre développement, tel qu'ils l'entendent et le définissent, qu'il soit économique, social, politique ou culturel. La reconnaissance du droit à l'information et à la communication pour les peuples autochtones ont fait l'objet de revendications spécifiques tout au long des vingt années de travail de rédaction de la Déclaration. Ainsi, l'article 16 stipule que « [l]es peuples autochtones ont le droit d'établir leurs propres médias dans leur propre langue et d'accéder à toutes les formes de médias non-autochtones sans discrimination aucune ». De plus, « [l]es États [doivent prendre] des mesures efficaces pour faire en sorte que les médias publics reflètent dûment la diversité culturelle autochtone. Les États, sans préjudice de l'obligation d'assurer pleinement la liberté d'expression, encouragent les médias privés à refléter de manière adéquate la diversité culturelle autochtone ».

Que le droit à créer leurs propres médias ait fait l'objet d'un article spécifique montre à quel point les médias alternatifs, quelle que soit leur forme (associative, communautaire, ethnique...), sont importants pour garantir les droits des peuples autochtones, notamment leurs droits culturels, et leur permettre de se défendre en tant que minorités. Les médias répondent à leurs besoins spécifiques : les communautés autochtones peuvent s'informer sur leurs difficultés réciproques, partager leurs expériences et se conseiller quant aux solutions possibles à apporter à des problèmes communs. Par dessus tout, créer leurs propres médias valorise leurs cultures et leurs points de vue, tout en ouvrant

la voie au dialogue interculturel et à la découverte de l'autre. Enfin, une certaine décolonisation de l'information s'opère et est d'ailleurs revendiquée comme telle.

Le droit à la diversité des points de vue

L'un des enjeux majeurs de la question médiatique aujourd'hui réside dans la possibilité donnée à une multitude de points de vue de s'exprimer et surtout de se faire entendre. Aucune citoyenneté authentique n'est possible sans pluralité active. Or ce pluralisme est gravement remis en cause par les phénomènes de concentration et de marchandisation des médias traditionnels. Et même si la plupart des journalistes gardent une haute conscience démocratique, la logique professionnelle dans laquelle ils évoluent fabrique une certaine uniformité, une pensée unique contre laquelle il leur est difficile de lutter. De même, les pouvoirs publics annoncent régulièrement leur volonté de défendre la diversité mais ils ont pourtant tendance à faire abstraction de la façon – très insatisfaisante - dont les médias abordent quotidiennement cette question de la diversité dans les sociétés.

De plus, une certaine conception « progressiste » est toujours très présente dans nos sociétés et valide l'idée – souvent inconsciente - selon laquelle l'Autre, quel qu'il soit, doit inévitablement se soumettre au « mode de vie occidental » et à ses valeurs supérieures. Ces dernières sont d'emblée considérées comme « universelles » et se retrouvent de fait totalement décontextualisées. Or cette invention d'un universel qui serait indissociable du développement linéaire de l'Occident est largement médiatisée sans être questionnée, renforçant l'ordre culturel dominant et excluant les autres formes d'existence.

La déconstruction de ce modèle unique et imposé, c'est précisément ce qui motive les chroniques des citoyens qui alimentent des médias participatifs et contribuent ainsi à la démultiplication des points de vue. Le Bondy Blog en est un exemple frappant. A l'initiative de journalistes professionnels suisses qui s'installent à Bondy lors des émeutes qui secouent les banlieues parisiennes en 2005, le Bondy Blog est très vite réapproprié par les jeunes qui s'expriment sur leurs quartiers et y livrent, de l'intérieur, leur vision d'une réalité riche et diverse, trop souvent passée sous silence. Les jeunes journalistes citoyens s'imposent progressivement comme de véritables passeurs et médiateurs entre deux mondes qui s'ignorent. Mais le Bondy Blog, c'est bien plus que cela. Plus de six ans après le début de l'aventure, la crédibilité des informations ne faillit pas et les contributions sont régulièrement reprises par les médias traditionnels. Surtout, le blog n'est plus seulement un média parlant des banlieues d'une manière plus fidèle et humaine, il s'agit avant tout d'un regard de banlieue sur l'actualité en général et sur le monde extérieur. C'est aussi la force d'autres initiatives, comme Reporter Citoyen, programme de formation de jeunes aux techniques du journalisme participatif via la mise en place de sites multimédia de quartiers et réalisation de documentaires.

Des cyberacteurs révolutionnaires ?

Au cours de l'année 2011, les printemps arabes auront montré que les médias alternatifs ne se contentent pas d'être des passeurs d'informations, simple fenêtre ouverte sur ce qui se passe dans le monde. Ils peuvent également se révéler d'excellents catalyseurs d'action, porteurs de changement et promoteurs d'un « nouveau contrat social », comme on a pu l'entendre en Tunisie ou en Egypte.

Les révolutions arabes ont ainsi montré à la fois la puissance des nouveaux médias et la difficulté qu'ont eu les pouvoirs en place pour les contrôler et les réprimer. Le blogueur égyptien Ghonim a surnommé la révolution qui a secoué son pays de « révolution 2.0 », mettant en avant le rôle crucial qu'ont joué les réseaux sociaux contributifs dans la mobilisation en Egypte et en Tunisie. Les citoyens les ont en effet largement utilisés pour dénoncer les violations de leurs droits, exprimer leur exaspération, mais aussi se regrouper, propager une certaine conscience politique et s'organiser dans l'action. Grâce au web, la voix des citoyens réprimés est devenue davantage audible, y compris au-delà de leurs frontières. Internet est devenu cet espace alternatif où émerge

soudainement ce qui a été longtemps dissimulé à la visibilité publique, où de nouvelles formes de sociabilité et de créativité peuvent s'exprimer, générant cette dynamique sociale et culturelle extraordinaire. La censure est plus facilement contournable et l'information se diffuse plus largement et plus rapidement via le partage de liens sur les différentes communautés des réseaux sociaux.

Mais si ces médias numériques ont en effet favorisé l'émergence d'une contestation capable de renverser les pouvoirs anti-démocratiques en place, l'ampleur du mouvement ne peut se comprendre sans reconnaître le rôle essentiel de médias plus anciens, qui ont su s'associer à cette nouvelle dynamique alternative. Ainsi, en Tunisie, la chaîne panarabe Al-Jazeera s'est imposée comme le média audiovisuel libre du pays, diffusant abondamment sur son antenne des témoignages tournés avec des téléphones portables pendant les manifestations. Si ces images ont d'abord circulé sur les réseaux sociaux en ligne, c'est leur diffusion en masse sur la chaîne commerciale qatari qui leur a véritablement donné un écho populaire et international. De même, en Syrie, c'est la complémentarité qui a joué, les chaînes satellitaires n'hésitant pas à diffuser dans leurs journaux quotidiens les images filmées par des amateurs avec leurs téléphones portables. Loin de s'opposer ou de s'exclure mutuellement, médias alternatifs nouveaux et médias commerciaux plus anciens ont au contraire contribué, de concert, à ébranler la capacité du pouvoir dominant à maîtriser l'information et à coordonner la contestation socio-politique qui a ainsi pu s'exprimer pleinement dans la rue.

V - Les défis des médias alternatifs

Être visibles...

Trop souvent, les médias alternatifs demeurent méconnus du grand public, notamment en raison de contraintes économiques, de contextes difficiles et dangereux dans lesquels ils sont amenés à évoluer, mais aussi du fait du dénigrement et de la condescendance avec lesquels certains journalistes professionnels les considèrent. L'absence de visibilité rend l'accès à cette autre information particulièrement difficile.

Sur Internet, si l'information est a priori disponible pour tous, elle n'est pas forcément visible par tous. 90% des informations ne seraient jamais vues ou lues. Beaucoup de blogs et de sites Internet sont considérés comme « morts », n'étant plus alimentés et rarement consultés. La règle sur la toile, c'est la « prime aux actifs » : il convient de publier rapidement et souvent, il faut être sans arrêt en action, sous peine de se fondre dans la masse d'informations du cyberspace et de devenir invisible.

Dans le domaine de la presse écrite, montrer qu'on existe peut aussi se révéler difficile, notamment parce que les groupes multinationaux possèdent souvent la majorité des réseaux de distribution, que ce soit les entreprises spécialisées dans l'acheminement ou bien les magasins de vente. Ils peuvent donc imposer leur loi et, dans certains cas, se livrer à de véritables opérations de boycott, comme ce fut le cas à l'encontre de Brasil de Fato, le journal du Mouvement des sans terre lancé en 2003 au Brésil. Même si ces cas extrêmes ne sont pas légion, la grande concentration des activités aux mains de quelques magnats de la presse complique la tâche des médias alternatifs qui peinent à trouver leur place sur un marché déjà bien occupé. A titre d'exemple, Lagardère Services, leader mondial de la distribution de presse, est présent dans vingt pays en Europe, en Amérique du Nord, en Asie, dans le Pacifique et fédère un réseau international de magasins de presse.

... et être crédibles

Pour gagner en visibilité, certains médias alternatifs ont fait le choix de contribuer à l'alimentation

des médias traditionnels. Si cette position est rejetée en bloc par une majorité des lignes éditoriales alternatives, des sites, comme le Bondy Blog en France, ou bien des agences de presse, comme Sacsis en Afrique du sud, revendiquent cette complémentarité, mettant en avant la richesse et l'utilité d'une telle collaboration. Ainsi, selon Fazila Farouk directrice du South African Civil Society Information Service (SACISIS), près de 50% des articles qui sont envoyés par cette agence de presse sud-africaine sont sélectionnés et publiés par les médias de masse, la plupart du temps dans les pages principales (voir à ce sujet l'intervention de Fazila Farouk lors du séminaire sur l'information du Forum Social Mondial de Dakar). Le fait que des médias classiques aient recours à ces articles produits par la presse alternative montre qu'ils peuvent considérer cette dernière comme une source fiable. Mais ils demeurent malheureusement peu nombreux à adopter ces pratiques collaboratives...

Dans la plupart des cas en effet, la crédibilité des informations des médias citoyens et participatifs est plutôt mise en doute par les journalistes professionnels qui critiquent la multiplication et la multiplicité des rédacteurs, ainsi que leur manque de formation. S'il est vrai que les sites d'information alimentés par les internautes favorisent le pluralisme des opinions, l'expression et la mobilisation citoyennes, les contenus sont parfois si divers qu'il en devient difficile d'identifier qui écrit et pourquoi. La publication entièrement libre, comme par exemple sur Indymedia où aucun modérateur n'intervient, peut avoir pour conséquence de brouiller l'information et de faire se côtoyer des articles de fond à l'analyse pertinente et des pamphlets aux intentions non-avouées et parfois peu louables. C'est pourquoi de nombreux journalistes de profession déplorent cette tendance au « tous journalistes » où chacun aurait quelque chose à dire et pourrait le dire, mais sans qu'aucune vérification ni analyse contradictoire ne soit possible.

Pourtant, plusieurs études sur la pertinence des informations émanant de la presse citoyenne en ligne ont abouti à la conclusion que les témoignages qui relatent un événement précis sont rarement à remettre en cause, les dérives demeurant exceptionnelles. S'il est vrai que le véritable journalisme d'enquête ne s'improvise pas, nécessitant des compétences et des moyens, la transformation du lecteur-récepteur en public-acteur a pour avantage de démocratiser l'information et de permettre aux témoins privilégiés de s'exprimer.

Cependant, les médias classiques, et notamment les magazines audiovisuels diffusés aux heures de grande écoute, continuent de privilégier les sources institutionnelles, se contentant de répercuter la parole des élus et des mêmes « experts » qui occupent sans cesse l'espace médiatique, au détriment des expressions populaires.

Médias – ONG : les liaisons dangereuses

La méfiance des médias classiques envers les sources d'information citoyennes rend les relations entre journalistes et mouvements militants difficiles, parfois tendues. Alors que les journalistes professionnels se sentent aujourd'hui menacés par des « journalistes-citoyens » sans cesse en augmentation, ils continuent de voir ces derniers comme des concurrents au lieu d'envisager un modèle d'intégration dans la complémentarité du métier.

Dans le cas des ONG, les relations sont encore plus ambiguës. A la fois associés et rivaux, médias traditionnels et ONG feignent d'ignorer leur inévitable dépendance, chacun ayant besoin de l'autre pour informer, pour témoigner, pour exister. Ce qui n'empêche pas les journalistes de dénoncer l'activisme et le manque d'objectivité dont feraient preuve les associations militantes ou humanitaires. Les ONG, quant à elles, sont souvent promptes à condamner les acteurs du mouvement altermondialiste un peu trop en vue et à dénoncer la marchandisation de la contestation dès que les médias s'y intéressent...

Afin de ne pas risquer de se « compromettre » en interagissant avec les médias traditionnels, deux comportements sont souvent adoptés. Pour certains, comme le groupe média d'Attac, accepter de parler dans les médias ne signifie pas se taire sur les médias ni se plier à leur mise en scène. Il reste

une marge de manœuvre notamment en dénonçant, à chaque tribune accordée, le modèle de communication actuel et son asservissement aux pouvoirs en place. Pour d'autres, il convient au contraire d'utiliser toute cette énergie à développer, accompagner activement et crédibiliser les médias alternatifs, seules tribunes possibles sur le long terme pour communiquer, convaincre et contraindre, sans perdre l'âme de son message.

Le prix de l'existence : trouver un modèle économique viable

La liberté et l'autonomie ont un prix et la volonté de produire de l'information hors des inévitables pressions dues aux financeurs des médias conventionnels rend difficile la pérennité des modes d'expression alternatifs. Même si Internet a largement contribué à la diminution des coûts de fabrication et de diffusion, certaines charges demeurent incompressibles. Or trouver un schéma économique à la fois viable et conforme à leurs idéaux reste le plus gros défi des médias alternatifs de par le monde.

La réflexion vis à vis du financement est primordiale, car elle touche à la légitimité du média et de son discours, et elle est parfois génératrice de conflits. Si tous les médias alternatifs sont idéologiquement opposés à la marchandisation de l'information et au pouvoir de l'argent, certains entretiennent des relations quelque peu paradoxales avec la publicité, n'hésitant pas à y avoir recours pour se financer. Pour ces médias, peut-être plus pragmatiques, la publicité et les subventions, qu'elles soient publiques ou privées, sont des sources de revenus acceptables, à partir du moment où les bailleurs ne déterminent pas le contenu du média. Et en multipliant les petits annonceurs commerciaux ou en ayant recours à d'autres sources de financement complémentaires, comme les prestations de services, les rédactions espèrent alors réduire les risques de contrôle par le secteur marchand. C'est le cas de Rue89 qui, en plus des financements publicitaires, offre ses services dans le domaine de la création de sites Internet.

Pour d'autres médias cependant, ne pas s'auto-financer est préjudiciable, toute aide extérieure étant vécue comme une tentative d'ingérence et de prise de contrôle. Indépendance financière et indépendance de parole demeurent indissociables. Ces rédactions – c'est le cas d'Acrimed, Médiapart ou de Backshish, entre autres - ont donc uniquement recours aux abonnements des lecteurs et aux mécènes, revendiquant la totale appartenance du média à ses rédacteurs et lecteurs. Bien souvent, ce modèle économique n'est cependant possible que grâce à la participation bénévole des journalistes ou citoyens qui alimentent ces médias. Mais il correspond à une réelle volonté d'indépendance vis-à-vis du monde politique et marchand.

Cette opposition de principe se retrouve partout dans le monde. Ainsi, au Venezuela, le secteur des médias alternatifs est très développé. Près de 300 chaînes de télévision et de radio communautaires sont animées par les habitants des quartiers défavorisés. Mais un récent projet de loi visant à faciliter l'attribution d'aides financières a mis en exergue les divergences d'opinion quant à l'importance de l'autonomie économique. Alors que Catia TV, l'un des médias communautaires les plus importants du pays, estime que la loi sur la « communication pour le pouvoir populaire » serait une avancée certaine, garantissant la pérennité du secteur, d'autres médias comme Radio Activa, de tendance plus libertaire, sont plus réservés, critiquant la volonté cachée du gouvernement cherchant à contrôler et récupérer à son compte les initiatives d'information et de communication populaires.

Au-delà du risque de manipulation, et même dans le cas de médias subventionnés disposant d'une totale liberté rédactionnelle, le versement des financements publics n'est jamais éternel et il devient alors difficile, voire impossible, d'assurer la survie des programmations. Ce fut le cas de nombreuses radios en zones de conflits dans plusieurs pays africains qui ont été largement soutenues par l'ONU, le PNUD et l'UNESCO afin de sensibiliser et de former les populations locales aux droits de l'homme. Reconnaisant le rôle que les médias peuvent jouer pour renforcer la paix et la justice, ces institutions internationales ont alors financé plusieurs programmes radiodiffusés qui ont rencontré un grand succès. Mais une fois les conflits terminés, les versements se sont également interrompus, la charge incombant alors à chaque radio de chercher les moyens

vers l'autonomie.

Si un modèle économique pérenne et idéal reste à trouver, les médias alternatifs savent compenser les situations les plus précaires. Elles ont souvent pour point commun de faire preuve de dynamisme, d'imagination et de grande ingéniosité pour économiser les coûts au quotidien, en adéquation avec leurs principes idéologiques. La Radio Mabele en est un parfait exemple. Devenue indispensable pour les auditeurs éparpillés et isolés dans la forêt, cette impressionnante radio communautaire en République démocratique du Congo a improvisé un moteur à huile de palme, ressource locale très abondante, afin de contourner le coût de fonctionnement exorbitant de l'ancien générateur depuis la flambée du prix de l'essence...

Une cohérence de pratiques à garder à l'esprit

Recherchant à tout prix l'indépendance, les médias alternatifs misent donc principalement sur leur nombre d'abonnés et une vive concurrence s'est peu à peu installée sur ce qui est devenu le « marché de l'autre information », un marché naissant mais qui demeure encore limité. Et pourtant, médias communautaires, citoyens, associatifs doivent coûte que coûte se garder de reproduire les travers des médias traditionnels. Coups bas, règlements de compte... certains sites d'information semblent régler entre eux de vieilles querelles, souhaitant chacun s'imposer comme le seul acceptable. La course à l'audimat dans laquelle quelques nouveaux médias se sont engouffrés risque bien de les faire tomber dans les mêmes écueils que la presse traditionnelle, qu'ils étaient pourtant les premiers à dénoncer.

Les médias alternatifs doivent mieux communiquer entre eux, capitaliser leurs expériences, leurs avancées et, surtout, faire preuve de davantage de cohérence entre leurs pratiques et les comportements qu'ils défendent. A titre d'exemple assez significatif, la place accordée à la communication alternative et à la réflexion sur l'information en général au sein des forums sociaux demeure largement insuffisante. Si cette lacune est principalement due à la méfiance des tenants de la critique anti-hégémonique envers les expressivistes, les premiers étant fortement intégrés au sein des espaces altermondialistes et laissant peu de place aux seconds, la situation est progressivement en train de changer grâce, notamment, à l'important travail mené par la commission communication des FSM et à la mobilisation de nouveaux médias alternatifs de par le monde. Ainsi, lors du Forum social mondial de Dakar, en février 2011, le séminaire « Une autre information est possible » et l'Assemblée des convergences qui a suivi ont donné naissance à la Déclaration pour le droit d'informer et à être informé, signée par plus d'une cinquantaine d'organisations.

Internet : le remède miracle ?

Si Internet a largement contribué à l'essor de l'information citoyenne et militante, ainsi qu'à son impact à l'échelle internationale, il ne faut cependant pas surestimer son importance ni réduire à ce seul canal de diffusion l'ensemble des médias alternatifs. Beaucoup de personnes dans le monde n'ont toujours pas accès à Internet qui n'est utilisé dans certains pays que par les classes moyennes et supérieures. Les téléphones portables ou les radios communautaires demeurent dans ces cas-là les modes de communication privilégiés. Au cœur même de la révolution égyptienne, Internet s'est révélé un outil primordial mais pas indispensable. En effet, en janvier 2011, alors que les manifestations démocratiques grondent dans les rues, les autorités coupent totalement l'accès au réseau pendant cinq jours. Pourtant, cela n'empêchera pas la chute du président Moubarak, les insurgés ayant trouvé le moyen de contourner le blocage en tweetant par téléphone...

Ne pas avoir recours à Internet découle parfois davantage d'un choix éthique que de contraintes techniques ou économiques. En effet, les ordinateurs sont très polluants, les pièces issues des nanotechnologies impliquant d'énormes consommations d'eau et de ressources naturelles, et certains médias refusent de s'engager dans le chemin du tout numérique.

Autre argument invitant à la nuance : de plus en plus de gouvernements, conscients de la menace

que fait peser Internet sur leur volonté hégémonique, développent actuellement des sortes de réseaux intranet qui empêcheront à leurs ressortissants tout accès aux serveurs extérieurs. C'est le cas notamment de l'Iran qui souhaite mettre en place un cyberspace national, isolé du reste du monde. Alors que 60% des connexions sont déjà reliées à ce réseau intérieur, le régime prétend ainsi protéger les Iraniens de l'invasion des idées occidentales et de leur influence néfaste. D'ici deux ans, tout le pays devrait être concerné. Aux États-Unis, un projet de loi de sécurité cybernétique est actuellement en discussion. Il donnerait au président américain l'accès à un interrupteur du web qui lui permettrait de fermer l'accès à Internet afin, selon la version officielle, de lutter contre les cyberattaques provenant de l'étranger... Ces quelques exemples, loin d'être des exceptions, montrent une autre limite d'Internet et des nouveaux moyens de communication en général : loin d'être l'apanage des mouvements sociaux et citoyens, ils peuvent au contraire être totalement récupérés par les pouvoirs en place qui mènent alors une « guerre douce », propageant mensonges, rumeurs et confusion pour briser toute contestation.

Un droit fondamental peu reconnu et pas encore garanti

Dans de nombreux pays, le journalisme demeure un métier à haut risque. En 2011, Reporters sans frontière faisait état de 66 journalistes tués, soit une hausse de 16% par rapport à l'année précédente. 1 044 journalistes ont été arrêtés et 1 959 menacés ou agressés. Ces chiffres concernant les journalistes professionnels sont impressionnants, mais ils le sont tout autant pour ceux que Reporters sans frontière qualifie de « net-citoyens » : 5 ont été tués, 199 blogueurs et net-citoyens ont été arrêtés, 62 ont été agressés. Enfin, 68 pays ont été concernés par une forme de censure du Net. En 2011, le Printemps arabe a été au cœur de l'actualité et sur les 66 journalistes tués, 20 l'ont été au Moyen-Orient. D'après le [rapport de Reporters sans frontière](#), « les entraves physiques au travail d'information (courtes privations de liberté, interpellations, convocations) ont été particulièrement nombreuses et rendent compte dans bien des cas des efforts déployés par les gouvernements pour étouffer l'information qui les fragilise. L'augmentation de 43% des agressions contre les journalistes et de 31% des arrestations de net-citoyens - ces derniers en première ligne comme relais d'information et de mobilisation de la rue dans des pays soumis au black-out médiatique - sont une autre tendance forte de l'année 2011, dans ce contexte riche en contestations populaires. »

De toute évidence, le combat pour la reconnaissance du droit à la communication comme un droit fondamental pour tous passe par la lutte contre la censure mais également contre la répression et en faveur de davantage de sécurité pour les journalistes et reporters citoyens. Une réglementation de la libre expression doit exister dans tous les pays, visant à développer des pratiques sécurisées de l'information et de la communication. Sans de telles mesures, professionnels et reporters alternatifs n'auront bien souvent d'autre choix pour protéger leur vie que de s'auto-censurer.

Or, dans un contexte d'organisation libérale du monde, de plus en plus de cadres légaux très contraignants sont instaurés par des gouvernements qui, loin d'être des dictatures, se sentent cependant menacés par la liberté des médias populaires et communautaires et souhaitent les garder sous contrôle. Au Chili, par exemple, la législation adoptée en 1994 avait établi un cadre réglementaire qui restreignait plutôt qu'il ne soutenait les radios communautaires. Au début de la transition démocratique, suite à la chute de la dictature de Pinochet, la rapide expansion des radios communautaires n'avait pas vraiment préoccupé les autorités politiques. Mais à partir d'octobre 1990, un climat de suspicion et de persécution s'est instauré, des parlementaires accusant les radios d'être des émissions clandestines du Parti communiste, voire d'être liées au Sentier lumineux. La nouvelle loi d'avril 2010 sur la radiodiffusion communautaire n'apporte pas réellement d'amélioration à une situation où les fréquences ne sont pas partagées équitablement et où les moyens sont largement insuffisants. Il y aurait environ 400 radios communautaires légales au Chili, et au moins autant qui ne peuvent être reconnues, essentiellement pour des raisons techniques trop contraignantes imposées par la législation.

De plus, contrairement aux recommandations des radios communautaires lors des négociations, les termes de « liberté d'expression » ou de « droit à la communication » n'ont finalement pas été inclus dans la version définitive de la loi.

A l'échelle internationale, la liberté d'expression et de la presse est désormais largement considérée comme indispensable à la démocratie. Elle est reconnue par la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 ou bien par d'autres textes régionaux fondamentaux comme, par exemple, la Charte africaine des Droits de l'homme et des peuples de 1986 ou la Déclaration européenne des droits de l'homme qui inscrit la libre circulation des idées comme un droit inaliénable. Mais ces droits ne sont pas suffisamment garantis, les textes transnationaux reconnaissant le droit de recevoir et de diffuser des informations mais ne mentionnant pas expressément la liberté des médias eux-mêmes. De plus, ils ne proposent aucune mesure pour maintenir et renforcer des médias alternatifs, indépendants et multiples, en supprimant notamment les monopoles de tout genre. De manière générale, un manque de textes juridiquement contraignants se fait donc cruellement sentir. Mais, partout, des citoyens se mobilisent et les initiatives se multiplient pour défendre et créer des médias libres et indépendants, notamment via la création de coordinations et d'alliances œuvrant pour que chacun puisse devenir le médiateur de ses propres informations et participer à la construction et à la diffusion de ses réalités quotidiennes. Pour que l'information soit enfin reconnue comme un bien commun. Pour qu'une autre information soit possible...

Bibliographie

=> *Ces références sont disponibles au Cedidelp.*

Ouvrages et articles généraux

Presse, radio, télé, médias et... diversités ?

ANTIPODES, 2008/06, 181. 43 P.

Ce numéro d'Antipodes aborde trois axes : La représentation par les médias de la diversité culturelle et sociale ; le traitement médiatique des faits divers et leur ethnicisation ; la dénomination de la diversité entre langage cru et politiquement correct.

Médias radicalement démocratiques

ANTIPODES, N° 190 (01/09/2010)

Ce dossier est consacré aux médias et à la diversité. La question posée est double et considère à la fois la façon dont une pluralité de regards et d'opinions peut (ou ne peut pas) s'exprimer à travers les médias, et à la fois comment ces derniers reflètent (ou ne reflètent pas) la diversité de la société. L'émergence de médias alternatifs (sites de presse indépendants sur Internet, radio amateur) montre bien le besoin de faire entendre une autre voix que celle des médias traditionnels.

Traitement de la diversité, diversité de traitement

ANTIPODES, outil pédagogique n°12 – 2011

L'empire des médias

MANIERE DE VOIR, 2002/05, 63. P. 1-98

Les médias sont les nouveaux maîtres du monde. La culture, l'identité culturelle de chacun, sont mises à mal par les médias (la télévision, de la presse et de la radio). Entre uniformisation et déformation de la réalité, les médias ont fait de l'information une marchandise qu'ils gèrent selon les règles du marché.

Combats pour les médias

MANIERE DE VOIR, 2005/04, 80. 98 P.

Des informations occultées ou déformées et une propension à développer de préférence des faits divers à sensation discréditent les médias. Cette dérive n'a fait que s'accroître, depuis 1980, avec le phénomène de concentration des médias aux mains de quelques grands groupes. Ce déficit démocratique est atténué avec l'Internet, développé surtout dans les pays riches, et avec l'existence de journaux alternatifs à faible tirage.

Internet, révolution culturelle

MANIERE DE VOIR, 2010/02, 109. 98 P.

Le bouleversement des habitudes culturelles amené par l'Internet dans le domaine de l'information

est l'amorce d'un changement de société. L'internet dérange la presse, l'industrie du disque, l'édition avec les librairies en ligne et des salariés avec l'exigence d'une connexion permanente au réseau qui fait tomber la frontière entre vie professionnelle et vie privée. L'apport le plus évident est la libération de la parole. Les avantages apportés par Internet restent très inégalement répartis au sein d'un même pays et à l'échelle du globe. Il est le marché le plus mondialisé qui a le mieux résisté à la crise.

Les télécommunications, entre bien public et marchandise

BENAMRANE Djilali (dir.), EDITIONS CHARLES LEOPOLD MAYER, 2005, 378p.

La communication est au cœur des sociétés humaines. Avec le télégraphe, le téléphone, la maîtrise des ondes et Internet, l'économie-monde occidentale a construit le système nerveux de son hégémonie. L'essor rapide des possibilités de connexion jusqu'aux points les plus reculés de la planète est aujourd'hui un facteur clé de la mondialisation, sans pour autant que le droit à la communication pour tous ne soit assuré. Face à la déréglementation et à la perspective d'un élargissement de la « fracture numérique », les résistances se multiplient. Nombre des pionniers des NTIC sont proches du mouvement des logiciels libres et militants d'un monde plus solidaire. En Afrique, des syndicalistes, parlementaires, groupements d'utilisateurs, ONG inventent des pratiques nouvelles. Ces mouvements montrent que la revendication de biens publics dans le domaine des télécommunications devient primordiale.

Médias : une alternative qui presse

BONNIN, Olivier ; DETOLLE, Alain ; INTERDEPENDANCES , 2010/07, 78. P. 20-32

La crise imprime sa marque sur la presse écrite. A force de perdre lecteurs et annonceurs, les journaux français tombent sous la coupe d'industriels peu soucieux de leur indépendance. Des alternatives subsistent pourtant : coopératives, sociétés de rédacteurs, associations de lecteurs... encore reste-t-il à inventer une presse rentable à l'ère d'Internet.

Les mobilisations informationnelles dans le mouvement altermondialiste

CARDON Dominique et Fabien GRANJON ; COLLOQUE « LES MOBILISATIONS ALTERMONDIALISTES », 3-5 décembre 2003

Les jeunes politisent les médias sociaux

ESSOUNGOU, André-Michel. AFRIQUE RENOUVEAU , 2010/04, VOL. 24, 1. P. 3-4

Les jeunes africains utilisent les nouvelles technologies pour avoir accès aux débats et aux événements politiques. L'objectif est de démocratiser et de libérer l'information. Un logiciel kenyan téléchargeable devient un outil de participation politique.

L'information responsable : un défi démocratique

MARTIN-LAGARDETTE, Jean-Luc. PARIS : CHARLES LEOPOLD MAYER, 2006/05. 296 P.

La critique des médias et des journalistes prend chaque jour de l'ampleur. Les contraintes économiques, les bouleversements technologiques et la demande du public influencent considérablement la presse. L'auteur tente d'expliquer les rouages de la profession de journaliste. Il propose des mesures concrètes destinées à favoriser l'avènement d'un journalisme citoyen et d'une information responsable. Ces mesures rendraient à la presse une crédibilité aujourd'hui chancelante

et légitimeraient le rôle démocratique qui devrait être le sien.

Et maintenant, le monde en bref : les médias et le nouveau désordre mondial

MARTHOZ, Jean-Paul BRUXELLES : GRIP ; EDITIONS COMPLEXE, 2006/05. 324 P. (LES LIVRES DU GRIP)

La mondialisation rend actuellement le rôle de l'information plus important que jamais. L'auteur analyse la situation des médias en douze chapitres. Il montre la privatisation de la censure, les phénomènes de concentration, les manipulations en temps de guerre, les dérives du journalisme humanitaire, l'interdépendance des différents secteurs. Il pose une question clé : les journalistes peuvent-ils rester témoins et échapper au risque de devenir acteurs de l'actualité dans laquelle ils baignent. Rendant hommage aux journalistes qui accomplissent avec passion et sérieux ce métier essentiel, il invite à réfléchir sur l'information que nous souhaitons et, dans le dernier chapitre "Que faire ?", il donne des pistes.

Menaces sur l'indépendance des médias

MENS, Yann (sous la dir. de) ALTERNATIVES INTERNATIONALES, 2010/03, 46. P. 48-59

Pour résister au pouvoir politique et contribuer au débat démocratique, les médias doivent avoir les moyens juridiques et matériels de leur indépendance. Alors que les revenus publicitaires diminuent, seul un soutien renouvelé de l'opinion publique permettra de produire une information de qualité.

Devenons des médias alternatifs ! Guide des médias alternatifs et des sources d'informations différentes

MONTOYA ESTEBAN. LYON : LE P'TIT GAVROCHE, 2006/09. 365 P.

Ce guide des médias alternatifs et des sources d'informations différentes est un excellent descriptif des réseaux d'information alternatifs. Il donne à tout à chacun et en particulier au journaliste amateur et professionnel les moyens d'accéder à des sources d'information diversifiées. Le carnet d'adresse est complet et couvre la France entière : pour un usage opérationnel !

Créons des médias alternatifs !

MONTOYA Esteban. In SILENCE, N° 332 (01/02/2006), pp.4-19.

L'auteur Esteban Montoya répond aux questions que nous nous posons sur le média alternatif. Selon quels critères considérons-nous qu'un média est alternatif ? Quelle est la limite de cette définition ? Et pourquoi existent-ils ?

Qu'est-ce qu'une presse publique ?

SADER, Emir. DIAL, 2008/05/01, 2997. P. 1-6

La réflexion proposée concerne ce que doit être une presse publique. Depuis 30 ans, le néolibéralisme s'est approprié la sphère privée. Pour le libéralisme ce qui est important c'est le marché, même pour l'éducation ou la santé. L'Etat est le siège d'une confrontation entre sphère publique et sphère mercantile. Une presse publique doit être aussi une presse de construction de nouvelles valeurs. Elle doit prêter attention aux jeunes pauvres abandonnés par l'idéologie dominante. Démocratiser, c'est démercantiliser comme par exemple ce que fait l'Alternative Bolivarienne pour les Amériques (ALBA). Car il faut appuyer la construction de sociabilités alternatives et la presse publique a un rôle central à jouer.

C'est vrai que la télé truque les images ?

SCHNEIDERMAN, Daniel ; SCHNEIDERMAN, Clémentine. PARIS : ALBIN MICHEL, 2008/10. 235 P.

Daniel Schneidermann utilise sa propre expérience pour répondre aux questions de sa fille encore lycéenne. Ces questions l'obligent parfois à des réflexions sur son propre comportement et à des remises en cause. Même s'il n'y a pas de censure en France, l'autocensure la remplace souvent. Sur Internet, la liberté est totale et les informations nombreuses et en temps réel le plus souvent, mais attention à croiser différentes sources.

Médias : nouvelle arme ou miroir aux alouettes ?

THIENOT, Dorothee. ALTERMONDES, 2010/09, 23. P. 32-33

Les médias sont essentiels pour relayer nos revendications auprès du grand public et des décideurs. L'action spectaculaire ou théâtralisée n'est qu'une des façons de toucher les gens. Ainsi beaucoup d'associations veulent capter les médias tout en déplorant leurs techniques marchandes. Le côté festif dérange certains mouvements qui l'associent à la futilité. Il ne faut pourtant pas confondre le fond et la forme.

Les nouveaux désinformateurs

WEILL-RAYNAL, Guillaume. PARIS : ARMAND COLIN, 2007/02. 224 P.

L'auteur démontre que la France est la cible d'une entreprise systématique de désinformation et qu'elle joue un rôle de relais de manipulation mondiale des consciences. A l'aide d'exemples, notamment tirés de l'étude du conflit israélo-palestinien, il montre le rôle joué par les "nouveaux imposteurs". Il dénonce les amalgames, à travers la "théorie du complot" et du "choc des civilisations" et appelle à restaurer une véritable éthique des faits.

Des exemples de médias alternatifs de par le monde

Seine-Saint-Denis : arrêt sur images

ALTERMONDES, 2007/12, HORS SERIE n°4. 52 P.

Les révoltes urbaines démarrées en 2005 à Clichy-sous-Bois ont collé à la peau de la Seine-Saint-Denis - le " 9-3 " - une étiquette de violence et une image méprisée. Pourtant, ce département créé en 1964 est un territoire qui a une histoire riche et diversifiée : passé du maraîchage aux industries agroalimentaires puis chimiques, il a accueilli l'immigration, intérieure et extérieure, expérimenté les grands ensembles, construit le Stade de France... Actuellement, population et élus inventent un futur qui fait place à la solidarité locale et internationale et où les jeunes sont en passe de conquérir une nouvelle image.

La course d'obstacle des médias

BARON, Julie. ALTERMONDES, 2009/09, 19. P. 35

La communauté internationale pointe du doigt une démocratie en danger. Ces derniers mois, le président Mamadou Tandja a usé de tous les moyens pour se maintenir au pouvoir. Le conseil supérieur de la communication a pour prérogatives de garantir la liberté de l'information, l'indépendance des médias et l'accès équitable des partis politiques et des citoyens aux médias. Ce

n'est pas le cas actuellement puisque les arrestations de journalistes s'accroissent ainsi que les suspensions de radios, télévisions et journaux.

Internet sème la parole démocratique

BENILDE, Marie. MANIERE DE VOIR, 2011/07, p.39-40

Vrais clichés et fausse neutralité

CHATEL, Luc. MIGRATIONS SOCIETE , 2007/05, VOL. 19, 111-112. P. 135-143

L'essentiel des articles de la presse écrite et des sujets télévisés sur l'immigration se résume en analyses et commentaires politiques de projets législatifs et déclarations de responsables associatifs. Chacun offre une approche très limitée voire biaisée de la question. Les politiques formatent leurs discours ; les associations succombent souvent à la facilité du discours percutant. La presse écrite cherche à rivaliser dans le sensationnalisme et dans la mise en scène. Dans les médias le seul discours admis sur l'immigration est celui de la menace, de la " maîtrise des flux migratoires ". L'hypocrisie à en appeler à une neutralité politique pourrait s'expliquer par le fait qu'il n'existe qu'une minorité de journalistes issus de l'immigration dans les rédactions. La diversité serait cependant nécessaire pour que les lecteurs-téléspectateurs se sentent représentés mais aussi pour la richesse des échanges et des débats dans les salles de rédaction.

La voix des communautés en Casamance

CLOSEL du, Elisabeth. FAIM DEVELOPPEMENT MAGAZINE, 2011/09, P.22-23

Les médias africains militent en faveur d'une plus grande liberté

FLESHMAN, Michael. AFRIQUE RENOUVEAU , 2005/07, VOL. 19, 2. P. 3, P. 21

En Afrique de nombreux journalistes sont encore persécutés. Les progrès de la liberté de la presse avancent lentement, avec la diversité et l'indépendance des médias. Les nouvelles technologies permettent l'accès à une plus grande diversité de points de vue. La déclaration des principes de Banjul donne force juridique à la liberté d'expression et à la liberté de la presse.

RDC : Les médias défendent la démocratie

FLESHMAN, Michael. AFRIQUE RENOUVEAU , 2007/04, VOL. 21, 1. P. 9-11

La liberté et la responsabilité de la presse vont de pair. Les médias indépendants sont les garants des libertés publiques. Mais, en République Démocratique du Congo, beaucoup de médias sont de parti pris et, de ce fait, source de violence. C'est un défi pour les journalistes, le gouvernement et la communauté internationale que de contribuer au développement d'une presse libre et indépendante qui, elle-même, participera au développement de la nation.

Elections et médias en Afrique centrale : voie des urnes , voix de la paix ?

FRERE, Marie-Soleil. PARIS : KARTHALA ; INSTITUT PANOS PARIS, 2009. 358 P.

Dans six pays d'Afrique centrale (Burundi, Rwanda, République du Congo, République démocratique du Congo, Tchad, République Centrafricaine), des élections pluralistes ont été organisées, elles ont marqué l'aboutissement d'un processus de paix après un conflit armé. Juxtaposant les expériences et témoignages de dizaines de journalistes de ces six pays, ce livre

montre comment les médias ont tenté de couvrir les différentes phases du processus électoral, de la période de préparation à la proclamation des résultats. Y sont décrits les pressions politiques, problèmes matériels et techniques, contraintes contextuelles mais aussi la solidarité professionnelle des journalistes.

Médias, journalistes et espace public

FRERE, Marie-Soleil (dir.). PARIS : KARTHALA ; POLITIQUE AFRICAINE, 2005. 212 P.

Le champ médiatique africain a connu des mutations sans précédent ces quinze dernières années. La libéralisation du secteur, conjointement aux processus d'ouverture politique des années 1990, a entraîné une floraison de journaux privés et de stations de radio dans la plupart des pays. La profession de journaliste s'est trouvée profondément renouvelée dans ses vocations, ses modes d'intervention dans l'espace public et son rapport au pouvoir politique. Pourtant les difficultés économiques, l'instabilité politique de certains pays, le manque de professionnalisation et les velléités de contrôle des dirigeants constituent autant d'entrave au développement d'entreprises médiatiques performantes. A la fois observateurs et acteurs des évolutions de leurs Etats, les journalistes africains ont accompagné et symbolisé une révolution des " mots " et des usages en politique, mais restent aujourd'hui préoccupés par des problèmes de survie, laissant poindre une interrogation : pourquoi et comment être professionnel de l'information en Afrique aujourd'hui ?

La fabrication médiatique de "l'islamisme des banlieues d'ici et d'ailleurs"

GEISSER, Vincent. MIGRATIONS SOCIETE , 2007/05, VOL. 19, 111-112. P. 123-133

A. Chaambi, membre fondateur de l'Union des jeunes musulmans (UJM) s'attache à établir une distinction entre les journalistes locaux qui sont plus corrects parce qu'ils connaissent les réalités du terrain et les médias nationaux qui versent plus facilement dans les clichés et amalgament l'islam avec l'étranger. Il raconte ses premiers contacts avec les médias locaux, régionaux et internationaux. A force de subir plusieurs mauvaises expériences avec les journalistes et les médias, l'UJM a décidé l'arrêt des relations avec les médias, pratiquant une sorte d'abstinence médiatique. Les changements du regard médiatique sur les banlieues et les musulmans pourraient être introduits par l'émergence de médias autonomes.

Médias libres : un enjeu pour la démocratie

GEREZ, Jean-Claude. FAIM DEVELOPPEMENT MAGAZINE, n°258, 2011, pp.15-16.

Les radios communautaires chiliennes : Une voix pour le développement

GEREZ, Jean-Claude. FAIM DEVELOPPEMENT MAGAZINE, n°258, 2011, pp.17-18.

Les médias privés en Syrie

KAWAKIBI, Salam. MAGHREB MACHREK , 2010/04, 203. P. 59-71

Les médias privés se sont développés en Syrie au début des années 2000, après plusieurs décennies de blocage et de domination des médias publics. L'article revient sur l'histoire récente afin d'expliquer les genèses de la situation, ses blocages, ses espoirs et ses défaites. Ensuite, l'auteur tente d'exposer les points de vue de la majorité des acteurs travaillant sur la scène médiatique publique et privée.

La radio, instrument de réconciliation

KIMANI, Mary. AFRIQUE RENOUVEAU , 2007/10, VOL. 21, 3. P. 3, P. 20-22

Après les conflits, une information objective est nécessaire pour revitaliser la société civile. Les radios indépendantes ont un rôle important à jouer pour ramener la paix et la justice. Elles peuvent aider à promouvoir la démocratie, à faire connaître le droit, les responsabilités financières, à entraîner la participation de la population. Le PNUD, l'UNESCO, les organisations humanitaires utilisent ces médias.

Le Bondy Blog dans la cour des grands

KREMER, Pascale. LE MONDE MAGAZINE, 2010/10, P.92-95

Les radios communautaires : la voix des pauvres

MADAMOMBE, Itai. AFRIQUE RENOUVEAU , 2005/07, VOL. 19, 2. P. 4-5

Les radios privées et associatives donnent la parole aux communautés. Peu coûteuse, la radio est un média très utilisé en zones rurales : elle permet d'informer, d'éduquer et d'acquérir de nouvelles compétences. Elle permet aux gens de s'exprimer et est donc un facteur de démocratie.

Les Médias en Méditerranée : nouveaux médias, monde arabe et relations internationales

MOHSEN-FINAN, Khadija (sous la dir. de). ARLES : ACTES SUD ; BARZAKH (DZ), 2009/04. 400 P. (ETUDES MEDITERRANEENNES)

Depuis les années 1990, la généralisation des télévisions satellitaires et l'avènement d'Internet ont bouleversé le paysage médiatique et contribué à une modification profonde du rapport entre les populations et l'information. Acteurs politiques à part entière, les médias entretiennent des liens à la fois conflictuels et ambigus avec les différents pouvoirs (politique, judiciaire, financier, religieux) et pèsent directement sur les relations internationales. Cet ouvrage se propose de mieux situer la place et le rôle des médias dans les sociétés méditerranéennes et particulièrement dans les pays arabes.

Médias alternatifs : la faim de savoir

PLAGNOL Violaine. FAIM DEVELOPPEMENT MAGAZINE, n°254-255, 2011/01, pp.50-51.

Très vite au cours de son histoire, le CCFD va soutenir des médias alternatifs dans les pays du Sud. Si, pour l'association, ce soutien est au départ, essentiel, il se heurtera au fil du temps aux controverses et aux difficultés de sa mise en œuvre. Aider les médias alternatifs du Sud n'était pas une tâche secondaire. C'était aussi important que de creuser un puits.

La télévision se construit au Venezuela

RAMIREZ, Ronnie. DIAL , 2005/06/01, 2809. P. 5-6

Se débarrasser d'une forme télévisuelle normalisée n'est pas facile. Hugo Chávez, s'il veut changer la société, doit réinventer la télévision. La télé Vive TV, vision du Venezuela, veut informer et éduquer en s'appuyant sur l'expérience des communautés qui faisaient déjà de la télévision dans l'illégalité depuis de nombreuses années. C'est une université populaire à laquelle le téléspectateur participe. Le dynamisme quotidien de cette télévision montre ainsi un modèle de développement et de démocratie participative.

Construire des moyens de communication alternatifs

VIANA, Nilton. DIAL , 2008/05/01, 2998. P. 1-6

Les médias brésiliens diffusent une pensée uniforme et relaient le capitalisme mondial. Mais on assiste aussi à une lutte pour la démocratisation de la communication. Le Mouvement des Sans Terre (MST), le mouvement social Via Campesina et d'autres, se sont associés pour créer le journal BRASIL DE FATO. Son défi est de construire des moyens de communication populaires. Malgré les difficultés, le journal se consolide en tant que média de gauche et aborde sa cinquième année grâce à un réseau de militants qui affirment que ce journal s'intègre dans un projet politique et populaire pour le pays.

Documents en ligne

La moitié des internautes de 15 à 19 ans ont créé un blog

BARBOT Hervé

Publié à l'occasion de la 3ème édition des Assises de la Presse Ecrite et de la Jeunesse le 22 mars 2006, le sondage Ipsos- Graines de Citoyens s'est attaché à éclairer deux dimensions : la relation des jeunes à l'internet et leurs critères de jugement et de confiance dans les médias. Il apparaît que les jeunes internautes ne sont ni plus addicts au net que leurs aînés, ni moins consommateurs d'autres médias que les autres internautes. Ils ont en revanche une utilisation d'internet plus diversifiée, motivée par l'échange et la communication.

<http://www.ipsos.fr/ipsos-mediact...>

Forum des médias libres 2002

BOURE Philippe

Le 5 juillet 2002 s'est tenu à Nice le premier "Forum des médias libres" organisé par le mensuel niçois, "Le Babazouk". Cette initiative a permis de réunir des représentants de cette "nouvelle presse" tant écrite (avec, par exemple "Le Fakir" d'Amiens, ou "Nouvelles Vagues" de Bordeaux) qu'audiovisuelle (et notamment "Zalea TV", première chaîne associative à ambition nationale). Nous assistons actuellement à l'émergence de cette presse dite libre, qui se développe dans la plupart des régions françaises, sans pour autant donner lieu à une littérature importante. Le forum niçois aura eu pour mérite d'ouvrir la voie à une réflexion de fond quant à ce phénomène dont l'ampleur ne peut plus échapper aux chercheurs et autres professionnels du monde des médias. Un article de Philippe Boure, docteur en droit des médias.

<http://zalea.org/ancien/...>

Série d'interventions Séminaire Médias Citoyens - FSM Dakar 2011

CEDIDELP/RITIMO Rinoceros

L'information et la communication ont rarement occupé une place centrale au sein des Forums sociaux. A Dakar, en février 2011, des mouvements sociaux de communication de tous les continents ont décidé de sortir de l'ombre en organisant un séminaire sur les médias citoyens. Les dix organisations participantes ont partagé leurs analyses sur la nécessité et les enjeux d'une information alternative en la plaçant au cœur des mobilisations politiques et sociales. Chaque mois, Ritimo / Rinoceros met en ligne le fichier audio d'une intervention enregistré à Dakar et monté par le Ceditelp. <http://www.rinoceros.org/article11143.html>

Représentation de la diversité de la société française à la télévision

CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel français)

L'objet de ce rapport est de porter à la connaissance du Parlement l'état de la représentation de la diversité dans les médias audiovisuels. Le Conseil s'appuie sur les résultats du baromètre de la diversité, l'appréciation du respect des engagements pris par les chaînes pour l'année 2010, ainsi que les engagements des éditeurs de services souscrits pour l'année 2011. Le Conseil y formule des préconisations relatives à une meilleure représentation de la diversité dans les médias audiovisuels.
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr...>

Téhéran veut régler son compte à Internet

FASSIHI Farnaz et Christopher Rhoads. COURRIER INTERNATIONAL, n°1075n 2011/06

Les autorités iraniennes viennent d'opter pour un moyen radical de contrôler le réseau. Leur objectif est de créer un Intranet géant sans lien avec le reste du monde.
<http://www.courrierinternational.com/...>

Les médias alternatifs : entre luttes de définition et luttes de (dé-)légitimation

FERRON Benjamin

Les médias dits "alternatifs" font l'objet de définition et d'approches très variables. Ce travail propose de distinguer cinq modèles d'analyse, mobilisés dans les travaux universitaires et la littérature militante à leur sujet : en reflet inversé des médias dominants, par définition de critères, typologiques, généalogiques, et systémiques/spontanéistes. La mise en évidence des présupposés normatifs qui fondent ces analyses permet d'expliquer les formes explicites ou dissimulées de légitimation ou de délégitimation de cette communication largement perçue comme "déviante".
<http://w3.u-grenoble3.fr/...>

Les médias au cœur de la révolution

HAMMAMI, Sadok. Slate Afrique, 2011/02

La gestion autoritaire des médias a précipité la formation d'une sphère publique parallèle sur Internet, ouvrant la voie à une révolution moderne et un nouveau contrat social.
<http://www.slateafrique.com/...>

Le baromètre thématique des journaux télévisés : l'Afrique dans les JT, une certaine image...

INA. En 2009, à peine plus de 1000 sujets ont couvert l'actualité africaine. Et quand les rédactions s'intéressent à l'Afrique, c'est pour rendre compte, le plus souvent, d'une actualité violente (conflits, terrorisme) qui occupe 21,3% des sujets de 2010, dix fois plus que la culture qui dépasse à peine les 2%. Rapport de l'INA publié en mars 2011, fiche n°21.
<http://www.ina-sup.com/...>

Place et évolution des radios communautaires pendant la transition démocratique au Chili

LOUVET, Florianne. Université Lumière Lyon 2, 2010

Les radios communautaires chiliennes surgissent pour la majeure partie au moment de la chute de la dictature militaire de Pinochet, à la fin des années 1980 et au début des années 1990. Elles naissent du désir de participation des citoyens au nouveau régime démocratique. Ce boom de radios ne sera

pourtant que de courte durée. Quelques années plus tard, la plupart de ces radios ont disparu ou demeurent clandestines. Comment expliquer cette présence puis soudaine absence des radios communautaires de la vie politique et médiatique chilienne ? Différentes hypothèses d'origine externe comme interne aux radios communautaires peuvent constituer des éléments de réponse. <http://doc.sciencespo-lyon.fr/Ressources/...>

La radio et la télévision au service de l'éducation et du développement en Afrique, Analyse de l'action de l'Unesco dans les années 1960-1970

MAUREL Chloé

L'Unesco, organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, créée en 1945, s'est beaucoup consacrée à l'aide au développement en Afrique à partir des années 1960. Plusieurs projets ont été lancés consistant à utiliser la radio et la télévision en vue de l'éducation et du développement. La télévision communautaire au Sénégal comme la télévision éducative en Côte d'Ivoire témoignent des succès comme des difficultés de telles tentatives. <http://www.africultures.com...>

Médias et plaidoyer, comment faire porter la voix des ONG ?

HUMANITAIRE , 2006/06, 3. 64 P.

Les relations entre médias et humanitaires ont déjà une longue histoire, depuis que les objectifs des caméras se sont pointés sur le Biafra en 1968. Elles ont parfois été tendues, les ONG reprochant aux journalistes une couverture médiatique inégale des crises humanitaires. En effet, parler de médias et d'humanitaire c'est aussi parler de l'opinion publique que les ONG cherchent désormais à mobiliser par leurs propres moyens. Ce numéro spécial est également l'occasion d'un hommage à Christophe de Ponfilly, journaliste et cinéaste, qui fut le compagnon des humanitaires en Afghanistan. <http://www.medecinsdumonde.org...>

« Nos caméras sont des armes, les reportage, nos balles »

MOUTTET Jean-Baptiste

Au Venezuela, le secteur des médias alternatifs est très développé : 280 chaînes de télévision et de radio répertoriées par les autorités, plus celles qui ne le sont pas. Ces médias communautaires, soutenus et animés par les habitants des quartiers défavorisés eux-mêmes, tiennent à leur indépendance. Certains la considèrent d'ailleurs menacée par un projet de loi visant à leur donner un statut et à leur apporter une aide financière. Plongée dans ces médias libres, dans les quartiers populaires de Caracas, loin des oligarchies journalistiques. <http://www.bastamag.net/article1875.html>

Les médias citoyens et participatifs

QUERO Séverine

Une nouvelle société de l'information, fondée sur la culture de l'échange, des savoirs partagés se dessine. Réflexion autour des enjeux de la participation citoyenne : ces nouveaux supports d'information remplissent-ils efficacement leur rôle ? Peut-on leur faire confiance ? Quels bouleversements vont-ils engendrer ?

<http://clemi.ac-creteil.fr/interactif/spip.php?article46>

Les médias participatifs et citoyens au cœur de la communication Nord-Sud

TCHEHOUALI Destiny

Les médias de masse se sont imposés dans la société contemporaine en faisant des journalistes les intermédiaires incontournables dans la chaîne de production et de diffusion de l'information. Le journalisme, en tant que relais des événements et des faits sociaux, subit aujourd'hui de nombreuses transformations inhérentes aux mutations sociales ayant affecté les espaces et territoires de l'information, les usages de cette information, le statut de ses acteurs et la multiplicité des discours sociaux. Ces bouleversements débouchent inéluctablement sur ce que Jean François Têtu , Enseignant à l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon, qualifie de « dispersions du journalisme ».

<http://vecam.org/article1073.html>

Sitographie sur les médias alternatifs

Quelques médias et portails alternatifs

AlterNet

AlterNet est un portail d'information lancé en 1998 par l'Independent Media Institute, une organisation qui milite en faveur du renforcement de l'indépendance journalistique.
<http://www.alternet.org/mediaculture>

Alternative Press Center (APC)

Publie depuis plus de trente ans un guide de la presse alternative accessible en ligne.
<http://www.altpress.org>

Amandla ! Alternative Media

Site collaboratif dédié à la promotion des médias alternatifs d'Afrique du Sud et de leurs outils, campagnes, revues de presse, ressources...

<http://www.communitymedia.org.za/home>

Arrêt sur images

Le site de l'émission animée par Daniel Schneidermann, qui se propose d'analyser les images télévisuelles afin de mieux en comprendre les enjeux.

<http://www.arretsurimages.net/>

Basta !

<http://www.bastamag.net/>

Bondy Blog

<http://yahoo.bondyblog.fr/>

E-Joussour

Portail de la société civile du Maghreb/Machrek.

<http://www.e-joussour.net>

et notamment le dossier spécial « Médias communautaires, pour une information citoyenne » :
<http://www.e-joussour.net/fr/node/9516>

Indymedia

Independent Media Center, réseau international d'information, créé aux Etats-Unis à l'occasion de la mobilisation de Seattle en novembre 1999 et actif en France depuis le rassemblement de Millau de 2000, présente des articles et des reportages audio et vidéo sur l'actualité des luttes sociales et politiques.

Http ://www.indymedia.org (site international)

<http://www.france.indymedia.org> (section française)

Les pieds dans le PAF

L'association nantaise de téléspectateurs et d'éducation aux médias s'est constituée en 1988 en réaction à la dérive marchande de la télévision et à la soumission de cette dernière à la « dictature de l'audimat ». Elle est très impliquée dans la défense des chaînes associatives et milite également pour que les téléspectateurs soient représentés au sein du CSA.

<http://www.piedsdanslepaf.org>

L'Autre TV, La télé des gens par les gens

<http://lautretv.fr>

Primitivi

Ce collectif marseillais de vidéastes est entré en résistance contre l'uniformité audiovisuelle et a entrepris d'écrire une histoire alternative de la télévision. Il organise de nombreuses journées d'action pour protester contre l'hégémonie des médias commerciaux.

<http://www.primitivi.org>

Reporter Citoyen

<http://reportercitoyen.fr/>

et aussi : le blog de Philippe Merlant sur Reporter Citoyen

<http://www.lavie.fr/...>

Sites institutionnels

Démocratie en réseaux, une initiative régionale

En 2011, la Région Île-de-France relance l'initiative « Démocratie en réseaux », qui avait fait l'objet d'une journée de conférence en 2008, en conviant acteurs associatifs, élus, agents des collectivités territoriales, citoyens porteurs d'initiatives, médias, praticiens, innovateurs et chercheurs à une série de rendez-vous. Ce cycle de rencontres s'inscrit dans une démarche d'accompagnement et de mise en relation des acteurs de la citoyenneté et des nouvelles technologies pour mettre l'innovation numérique au service de l'innovation sociale et de l'innovation publique.

<http://democratie-en-reseaux.net/>

Comité interministériel pour la société de l'information

<http://www.internet.gouv.fr/>

Conseil supérieur de l'audiovisuel

<http://www.csa.fr>

Institut national de l'audiovisuel

<http://www.ina.fr>

Nations unies – Division Média

<http://www.un.org/french/audiovis/>

Sommet mondial sur la société de l'information

<http://www.itu.int/wsis/index-fr.html>

Unesco – Observatoire de la société de l'information

<http://portal.unesco.org/...> et <http://www.unesco.org/...>

Sites d'analyse et de décryptage des médias

Observatoire français des médias (OFM)

L'OFM fournit sur son site un dossier complet sur l'état de la concentration des médias de France.

<http://www.observatoire-medias.info>

Columbia Journalism Review : Who owns what

Ce site d'information et de réflexion sur les questions liées au journalisme a recensé l'ensemble des

médias et sociétés de communication détenus et contrôlés par les multinationales.

<http://www.cjr.org/tools.owners>

Media Channel

Ce portail américain fournit chiffres, analyses, enquêtes sur les différents conglomérats transnationaux qui dominent notre 'info-culture'.

<http://www.mediachannel.org>

Acrimed

Action Critique Media décrypte le discours et les pratiques de la presse française, ce qui en fait un des meilleurs sites d'information et de réflexion sur les médias dominants. Il contient également un annuaire de ressources très important.

<http://www.acrimed.org>

Extra !

Ce site en anglais est spécialisé dans la critique des médias et s'intéresse tout particulièrement à la mainmise des industriels et des officiels américains sur la presse.

<http://www.fair.org/extra>

Désintox

L'OFM fournit sur son site un dossier complet sur l'état de la concentration des médias de France.

<http://www.observatoire-medias.info>

Filmographie

Une autre information est possible

Un film de Sophie Gergaud pour Ritimo/Cedidelp, 2011, 20'

Dans le cadre du Forum Social Mondial qui s'est tenu à Dakar en février 2011, Ritimo, réseau d'information et de documentation pour la solidarité internationale et le développement durable, a co-organisé un séminaire d'une journée sur les médias alternatifs avec des partenaires du Sud (Intervezes (Brésil), E-Joussour (Maroc), Sacsis (Afrique du Sud), Ciranda (Brésil), Pambazuka (Afrique), ALAI (Equateur)). Retour en images sur la place de la communication et de l'information dans nos sociétés mais aussi au sein-même du FSM, sur le rôle des médias alternatifs dans les mouvements sociaux et leur appropriation par les militants et acteurs de changement social.

<http://vimeo.com/24822062>

La guerra por otros medios

Un film de Cristian Jure et Emilio Cartoy Díaz

Que ce soit par l'utilisation d'ordinateurs et d'Internet, de radios, de caméra et de téléphones portables, les peuples autochtones d'Amérique du sud intègrent les nouveaux médias de communication pour appuyer leurs revendications et la défense de leurs droits fondamentaux. Ce film présente quatre exemples d'utilisation de médias alternatifs et communautaires en Argentine, en Bolivie et au Brésil, différents mais tout aussi poignants les uns que les autres.

Les nouveaux chiens de garde

Un film de Gilles Balbastre et Yannick Kergoat, 2012, 104'

Les médias se proclament "contre-pouvoir". Pourtant, la grande majorité des journaux, des radios et des chaînes de télévision appartient à des groupes industriels ou financiers intimement liés au pouvoir. En 1932, l'écrivain Paul Nizan publiait « Les chiens de garde » pour dénoncer les philosophes et les écrivains de son époque qui, sous couvert de neutralité intellectuelle, s'imposaient en véritables gardiens de l'ordre établi. Aujourd'hui, les chiens de garde sont journalistes, éditorialistes, experts médiatiques, ouvertement devenus évangélistes du marché et gardiens de l'ordre social

<http://www.lesnouveauxchiensdegarde.com/>

Fin de concession

Un film de Pierre Carles, 2010, 131'

Douze ans après Pas vu, pas pris, le réalisateur s'interroge : comment TF1 a-t-elle pu tomber entre les mains de Francis Bouygues et de ses acolytes ? Et surtout : comment se fait-il que cette concession ait toujours été reconduite depuis, alors que les engagements initiaux n'ont pas été respectés ? Avec l'ambition de trouver réponse à ces questions, Pierre Carles remet donc le couvert et s'en va cuisiner quelques personnalités de premier plan dans l'histoire de la télévision française, employant le même procédé que du temps de Pas vu, pas pris : c'est-à-dire en filmant leurs réponses quand il leur pose des questions qui devraient, selon sa logique, les mettre dans une situation embarrassante.

<http://www.findeconcession-lefilm.com/>

Je suis un reporter citoyen

Un film de John Paul Lepers et Smaïn Belhadj, 2011, 62'

Le film raconte la première année de formation des Reporters citoyens : depuis les auditions des candidats à la formation dans les locaux de l'EMI en février 2010 jusqu'au voyage au Sénégal, lors du Forum Social de Dakar, en février 2011. Nous assistons à l'apprentissage des techniques de bases de la vidéo et à l'enseignement des règles éthiques du journalisme. Nous témoignons de la fabrication de leurs premiers reportages. Des extraits de certaines de leurs productions sont diffusés pour illustrer les différentes étapes de leur initiation au métier de web-journaliste.

<http://jesuisunreportercitoyen.fr/film/> et <http://latelelibre.fr/reportages...>

Contact : Sophie Gergaud
Cedidelp
21ter rue Voltaire
75011 Paris
01 40 09 15 81
cedidelp@ritimo.org